Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



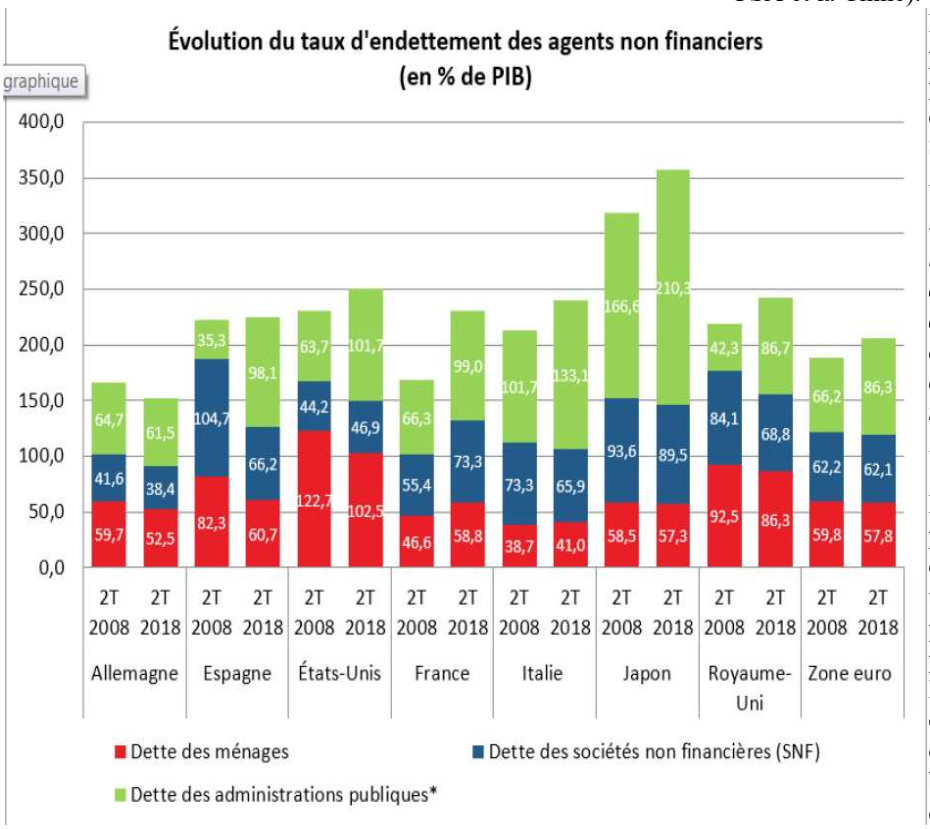
Sommaire

Crise de la Covid ou crise du capitalisme....2
La France n'est pas un cas particulier dans la crise générale du capitalisme....3
Le capitalisme et ses États contre la classe ouvrière envoyée au front comme au cours des guerres mondiales....6
Le virus, c'est le capitalisme, le prolétariat révolutionnaire, c'est le remède !....8
Une boussole de classe dans la crise de la Covid....9
L'assassinat de George Floyd: l'acte de décès du racisme sera celui du capitalisme....11
Minneapolis, Brutalité policière et lutte de classe....16
La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste....17
Les nouveaux alignements impérialistes en Libye....22
La catastrophe du Liban: le symbole macabre du capitalisme moderne....23
La contribution révolutionnaire de Paul Mattick....27

N°19 **automne 2020** **5€**

Crise de la Covid ou crise du capitalisme

A la dernière assemblée générale annuelle de la CWO en novembre 2019, notre position de longue date selon laquelle le capitalisme est fondamentalement en crise d'accumulation du capital depuis les années 1970 a été réaffirmée plusieurs fois. Toutefois, cette crise s'accélère encore aujourd'hui. Même avant l'arrivée de la Covid-19, le montant de la dette mondiale ne cessait d'augmenter (cf. : ci-dessous le tableau du taux d'endettement sans les établissements financiers des principaux pays – source Banque de France). Les suites de l'effondrement bancaire de 2008 n'ont pas été surmontées ;10% environ des entreprises mondiales sont des «zombies» (c'est-à-dire seulement capables de générer suffisamment de revenus pour payer uniquement les salaires et les intérêts de leurs prêts). Aux États-Unis, ce chiffre est de 18% et au Royaume-Uni au cours des 20 dernières années, l'investissement est passé de 5% à 1% de la production nette. Dans de nombreux secteurs depuis l'industrie pétrolière et automobile jusqu'à «l'industrie hôtelière», les faillites étaient déjà à l'ordre du jour. Comme nous l'avions dit à l'époque, il y avait un sentiment que «l'histoire commence à s'accélérer plus vite que nous ne l'aurions cru possible».



La pandémie de la Covid-19 a ainsi contribué à une accélération de la crise de la dette restée sans solution depuis 2008. Il ne fait aucun doute qu'elle a eu un impact très profond sur la vie sociale de la planète toute entière. Depuis le début de la pandémie, la TCI a publié plus de 20 articles associés à divers aspects de cette énième crise[1] qui ont couvert :

- les grèves contre le refus des patrons de fermer des entreprises non essentielles (en mai, 20% des décès dus au coronavirus en Italie étaient des travailleurs de ces dernières);
- la dénonciations des tentatives de divers dirigeants politiques de jouer la carte de l'unité nationale selon laquelle nous sommes «tous dans le même bateau». On sait pourtant, par exemple, qu'un cinquième de la population mondiale vit dans des conditions de surpeuplement telles qu'elle ne peut pas s'éloigner socialement et lorsque des millions d'américains pauvres n'ont aucune assurance maladie.
- dans le même temps, des milliards ont été alloués à des entreprises qui n'ont cessé ces dernières décennies d'augmenter la rémunération de leurs dirigeants, basée sur des rendements boursiers hypertrophiés, tout en étant incapables de trouver une quelconque forme d'investissement rentable à l'intérieur du système.
- Nous nous sommes également attachés à démontrer comment la pandémie de coronavirus, loin d'unifier le monde face à un danger commun, n'a fait qu'exacerber les tensions inter-impérialistes et les rivalités nationalistes. (voir comme exemple, la guerre commerciale entre les USA et la Chine).

La question clé à laquelle, jusqu'à présent, on ne peut pas répondre pleinement, est «comment le système capitaliste sortira-t-il de cette crise?». Selon l'éditorial du 2 juillet du ***Financial Times*** :

« *Les déficits publics ont explosé dans le monde. Jamais auparavant, en temps de paix, les gouvernements n'avaient dépensé autant d'argent sans impôts comme aujourd'hui - le FMI estime que cette année les déficits publics mondiaux augmenteront de 6,2% à 9,9%, plus qu'après la crise de 2008.* »

Depuis Reagan, il existe une école de pensée bourgeoise qui prétend que «les déficits n'ont pas d'importance». Par une étrange contradiction, cette prétendue idée néolibérale a provoqué la plus grande intervention financière de l'État de l'histoire depuis les12 dernières années. Non pour sauver les ouvriers (qui ont vu leur salaire réel, leur bien-être et leurs prestations de santé diminuer continuellement) mais pour sauver le système. La déclaration de Mario Draghi devant la Banque centrale européenne en 2008 selon laquelle il «*ferait ce qu'il faut*» pour sauver le système a été reprise, cette année, par Jerome Hayden Powell à la Fed.

Lorsque le marché boursier a baissé au début de l'année, tout le monde le savait, Covid ou pas Covid, il était surévalué, mais lorsque le marché obligataire a également commencé à baisser, la Fed a été contrainte d'agir car la contagion financière risquait de s'étendre en obligations d'État, c'est à dire «*le dernier bastion de la stabilité*

1 Pour d'autres articles sur le coronavirus et la crise du capitalisme voir : leftcom.org

financière» (John Redwood dans le *Financial Times* du 16 juin 2020). Trois milliards de dollars de monnaie imprimée plus tard, la Fed pouvait se sentir satisfaite de son intervention. Toutes les autres banques centrales des principaux États de l'OCDE ont emboîté le pas. Jusqu'à présent, la Banque d'Angleterre a réussi avec seulement 200 milliards de livres sterling. Le résultat est que les États-Unis (et tous les autres États) ont conservé l'idée que l'État est l'ultime solution provisoire, et donc la source la plus fiable d'investissement à long terme. Les taux d'intérêt sont restés bas permettant ainsi aux États d'emprunter de plus en plus, de moins taxer et de soutenir les entreprises et leurs salariés légalement mis au chômage, sans imposer à ces dernières de remboursements pesant sur leur bilan comptable.

Cette situation cependant ne peut pas durer. Tant qu'il n'y aura pas de vaccin, la Covid-19 restera une menace pour les travailleurs du monde entier, mais le système cherche désespérément à les renvoyer à la production quelles qu'en soient les conséquences. Le soutien de l'État aux travailleurs s'épuisera bientôt (le soutien aux capitalistes et à leur système financier se poursuivra quoi qu'il arrive). Cette crise n'a fait qu'accentuer le fossé entre ceux qui contrôlent la grande majorité des richesses de la planète et le reste de la population.

De nombreux travailleurs verront leur emploi purement et simplement supprimé, surtout s'ils travaillent dans les secteurs de l'hôtellerie où dans de nombreuses petites entreprises comme dans la restauration qui ne rouvriront tout simplement pas. Cette crise ne fait qu'inquiéter les capitalistes pour l'effet d'entraînement sur leurs bénéfices. L'appauvrissement de la population implique en effet une baisse de la demande finale et donc la contraction des marchés sur lesquels doivent s'écouler les marchandises. Dans le meilleur des cas, nous parviendrons dans une nouvelle période de «stagnation séculaire» de l'économie mondiale avec des millions de personnes confrontées à la pauvreté, au chômage et à la famine. Une telle situation aggravera non seulement la misère de millions de personnes, mais les tendances impérialistes du système en crise.

L'alternative devient de plus en plus désastreuses. Outre la menace écologique pour la planète (qui n'a pas diminué avec la pandémie), il y a aussi le fait que la crise exacerbe les rivalités impérialistes. Depuis 2009, les mesures de protection que les pays du G20 ont prises pour restreindre les importations sont passées de 1 à 10%. Cependant, la guerre commerciale des dernières années ne sera rien comparée à ce qui se prépare actuellement.

Nous l'avons déjà enregistré aux États-Unis faisant pression sur leurs alliés pour qu'ils refusent la technologie supérieure de Huawei. La conflictualité croissante de la Chine de Xi Jinping envers ses voisins (par exemple l'Inde et Taïwan), ses dépenses massives en armements depuis 2012 et sa répression à Hong Kong ont annulé la plupart des dommages que Trump a infligés à «l'alliance occidentale». Maintenant, l'Occident a soudainement remarqué que les Ouïghours sont opprimés. Le cri de guerre de la «démocratie» est lancé contre l'autoritarisme du Parti communiste chinois avec la nouvelle guerre de propagande. Même la recherche d'un vaccin Covid-19 est devenue une course aux cocoricos impérialistes. Alors que l'économie mondiale capitaliste entame la troisième décennie du millénaire, «la nouvelle guerre froide» crée les conditions d'un nouveau conflit généralisé.
La seule force qui peut mettre un terme à cette terrible perspective est la classe ouvrière internationale. Elle seule peut abattre ce système qui, malgré toutes les rodomontades de ses partisans, est à la fois insoutenable et constitue une menace sérieuse pour l'humanité toute entière. Comme nous l'écrivions en janvier, «le socialisme et la barbarie sont toujours les alternatives historiques qui seront départagées par la guerre de classe contre le capital».

Dans cette situation, il appartient aux communistes d'essayer de faire passer leurs analyses à l'ensemble de la classe par tous les moyens dont ils disposent. De nombreuses grèves à travers le monde ont éclaté contre les conditions inacceptables que le système tente d'imposer. Il est crucial pour l'avenir que ces mouvements de défense des conditions de vie parviennent à se relier et s'étendre pour un redémarrage historique total. Ce processus est inséparable de la formation consciente d'une internationale politique, pour la défense d'une réelle critique anticapitaliste, et un programme proposant de nouvelles façons d'existence dans un monde sans argent, et où les besoins de chacun seront vraiment satisfaits.
(d'après *Revolutionary Perspectives* n°16)

14 août 2020

La France n'est pas un cas particulier dans la crise générale du capitalisme

De quel côté que l'on se tourne, la situation mondiale est catastrophique. Au programme de la rentrée de 2020, il y a :

- la crise économique catastrophique qui préexistait à la pandémie et qui s'est donc amplifiée, les licenciements en masse, une montée exponentielle du chômage et pour finir des attaques de la classe dominante qui veut nous faire payer sa crise suite à l'arrêt brutal de la production;
- une recrue d'essence de la pandémie qui de toute façon n'était pas terminée. L'histoire nous enseigne que ce genre de pandémie dure au minimum 2 ans;
- une classe dominante qui semble patiner pour répondre à la situation politique générale. On peut se demander si elle sait comment réagir dans une situation qu'elle ne maîtrise plus ;
- une accélération des tensions impérialistes.

En ce qui concerne la crise économique et le chômage
La pandémie mondiale a tué officiellement près de 900 000 personnes (chiffre du 10 septembre) à travers la planète, elle a entraîné une dépression économique internationale

sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. En fait, pour retrouver une chute du PIB aussi forte (32,9% au deuxième trimestre 2020 et -8% au total en prévision[1]), il faut remonter à la crise de 1929, qui, en quatre ans, avait fait chuter le PIB américain de 26,3 % (hors inflation).

Et la France, d'après les prévisions du FMI, est le troisième pays le plus impacté par la crise, avec un PIB attendu en baisse de 12,5% pour l'année 2020, derrière l'Espagne et l'Italie.
Et l'épidémie de Covid-19 a entraîné la perte de 715 000 emplois en France au premier semestre 2020 selon l'INSEE (8 septembre). Mais le dynamisme de l'activité enregistré après le déconfinement marque le pas. L'Insee, lui-même commence à réviser à la baisse sa prévision de croissance au troisième trimestre. En effet, dans les prochains mois, les défaillances d'entreprises, jusqu'à présent contenues, vont s'accélérer. Une kyrielle de plans sociaux sont annoncés et certains secteurs particulièrement sinistrés comme l'aéronautique vont commencer à produire leurs effets. De plus, le «bouclier» du chômage partiel post confinement va perdre de son efficacité à partir du 1er octobre, quand la mesure va devenir plus coûteuse pour les entreprises et les salariés quand la prise en charge par l'État passera de 84 % à 72 % du salaire brut.
Il faut s'attendre à une forte dégradation de la qualité des emplois existants. D'après l'économiste Hippolyte d'Albis, directeur de recherches au CNRS, la part du «sous-emploi» dans l'emploi, qui oscille habituellement autour de 6 %, a atteint 20 % au deuxième trimestre, *«un niveau jamais enregistré par l'Insee». «Si l'on additionne les chômeurs de toutes les catégories et les personnes en sous-emploi, on atteint 11,15 millions de personnes au deuxième trimestre, soit 37,4 % de la population active estimée en 2018.»*

Au-delà de ce pathos de spécialistes qui aseptise la réalité sociale, nous, nous savons que la misère va nous frapper tous, les travailleurs et qu'elle va encore s'accroître. Les chiffres sont une chose mais tous les effets induits par cette situation effrayante sont encore autrement plus dramatiques car tous les rouages de l'économie sont cassés et les répercutions dans tous les domaines sont difficiles à anticiper.

En ce qui concerne l'intensification des tensions impérialistes
Les tensions impérialistes de manquent pas dans le monde. Elles se sont intensifiées depuis ces derniers mois. On peut lister les points de désaccords majeurs.

Entre la Chine et l'Inde, le 15 juin, au Ladakh (nord ouest de l'Inde dans la vallée de galwan) des heurts ont fait vingt morts côté indien et un bilan indéterminé côté chinois. Mais les tensions sino-indiennes s'inscrivent dans un contexte géopolitique plus large, la stratégie des États-Unis pour contrer la toute-puissance de la Chine. Les Américains poussent, au grand dam de Pékin, l'Inde à se rapprocher d'un front indo-pacifique autour des États-Unis, de l'Australie et du Japon.

Le cœur des tensions se passe entre les États-Unis et la Chine. Va-t-on vers une nouvelle guerre froide ? Le secrétaire d'État adjoint Stephen Biegun, lors d'un sommet de dirigeants, organisé par le Forum de partenariat stratégique États-Unis-Inde : *«Notre stratégie consiste à repousser la Chine dans pratiquement tous les domaines»*, évoquant *«les demandes démesurées»* de la Chine *«pour revendiquer un territoire souverain, que ce soit dans la vallée de Galwan, à la frontière entre l'Inde et la Chine, ou dans le Pacifique Sud»*.

Harry Harris, l'ambassadeur des Etats-Unis en Australie, a affirmé le 14 février devant le Congrès américain que Pékin avait l'intention de prendre le contrôle de la mer de Chine méridionale.
En effet, la Chine construit des bases militaires sur sept îles en mer de Chine méridionale, îles que les pays voisins revendiquent. La marine chinoise rivalise avec la marine américaine. Ses capacités sont de tout premier ordre avec sa première base à l'étranger, dans le port de Djibouti.

Un peu plus de deux ans après la guerre commerciale déclarée par le gouvernement Trump à la Chine, les États-Unis ont ouvert de nouveaux fronts. L'offensive porte sur l'autonomie pour Hongkong, les droits de l'homme pour la région du Xinjiang, et l'espionnage pour Huawei. En réalité l'offensive sert un autre objectif : ralentir la Chine dans sa quête technologique: secteur bancaire, drones, géolocalisation ou les télécoms. Huit entreprises de surveillance vidéo et des technologies de reconnaissance faciale étaient déjà, depuis octobre 2019, sur une liste noire du département américain du commerce leur interdisant d'acheter des composants américains sans l'approbation du gouvernement. Et par exemple Huawei va avoir du mal à maintenir son offre 5G. Les décisions américaines ont désormais un effet d'entraînement sur ses alliés: les Britanniques viennent d'exclure Huawei de leurs réseaux 5G, après les Australiens. D'autres pays vont suivre logiquement , notamment des membres de l'OTAN.

Et le Moyen-Orient reste toujours une poudrière dans laquelle la France cherche à avancer ces «petits bras». Les tensions s'aiguisent entre Paris et Ankara. Recep Tayyip Erdogan a critiqué à plusieurs reprises cette semaine Emmanuel Macron pour sa gestion de la crise libanaise et des tensions entre la Turquie et la Grèce. La France à annoncer (13 août) un renforcement de sa présence militaire en Méditerranée orientale avec deux chasseurs Rafale et deux bâtiments de guerre. Mais en fait, les tensions entre la Grèce et la Turquie autour de l'île de Karpathos et à propos de la recherche pétrolière entre Chypre et la Crête ne sont qu'une partie du différent. L'essentiel se joue en Libye et au Liban où la France cherche à se positionner comme «sauveur» du Liban. En Libye, le jeu est beaucoup plus complexe, la France y a moins d'atouts. Recep Tayyip Erdogan a qualifié le déplacement d'Emmanuel Macron à Beyrouth de "spectacle" et fustigé une intervention "colonialiste". En Libye s'affrontent la Turquie et la Qatar par milices interposées en soutien du gouvernement d'union nationale (GAN) de Fayez al-Sarraj d'une part à l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis d'autre part en soutien au maréchal Khalifa Haftar. La Russie se retrouve dans ce camp avec en sous-main la France, l'Italie et l'Iran vendus à un seigneur de la guerre.
Au Liban où la France possède une plus grande assise politique et économique, cette dernière tente d'affaiblir le Hezbollah qui est la clé de la situation. Et ici, elle rentre

1 Le Point, du 30/7/20.

dans la lutte contre le pouvoir Syrien et celui de l'Iran c'est à dire dans le giron américain. Elle a plus de chance d'avoir les mains libres au Liban.
Quoiqu'il en soit la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient demeurent une poudrière et l'on voit que chacun essaie d'y trouver ses intérêts. Les fronts ne sont pas encore stabilisés ce qui empêche le développement d'une guerre plus ouverte.

En ce qui concerne la crise politique.
Le summum de l'incapacité des gouvernants et de la classe dirigeante semble atteint. Les phénomènes naturels semblent se liguer contre la perpétuation de l'exploitation (ce qui doit être protéger en priorité pour le capital) et donc de la marche des entreprises. Les États sont dans l'incapacité de mettre en place ce qui était d'ailleurs prévu par lui-même. On peut citer, comme exemple considérable, l'existence du rapport en octobre 2007 *«Le coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère comme agent d'une infection émergente et réémergente»* et avait été publiée en octobre 2007 par **Clinical Microbiology Reviews**, une revue de l'American Society for Microbiology. qui signalait :
«Il est bien connu que les coronavirus se recombinent génétiquement, ce qui peut conduire à de nouveaux génotypes et à des épidémies. La présence d'un important réservoir de virus de type SARS-CoV chez les chauves-souris rhinolophes, associée à la consommation de mammifères exotiques dans le sud de la Chine, constitue une bombe à retardement. On ne doit pas ignorer la possibilité d'une réémergence du SRAS et d'autres nouveaux virus provenant d'animaux ou de laboratoires, et donc la nécessité de se préparer doit être anticipée.»

Il n'en a pas été tenu compte car la seule chose qui compte avec le capitalisme s'est la production et le profit

Dans l'introduction du rapport l'on pouvait lire :
«La petite réémergence du SRAS à la fin de 2003 et la découverte récente d'un virus très similaire chez les chauves-souris rhinolophe, le SARS-CoV, suggère que le SRAS peut revenir si les conditions sont réunies pour l'introduction, la mutation, l'amplification et la transmission de ce dangereux virus.»

Voilà pourquoi le capitalisme, comme toute société de classes, ne cherche pas à s'intéresser à la santé des hommes. Une nouvelle fois, on constate qu'on ne peut plus rien attendre de lui. Et en ce sens la classe dirigeante montre qu'elle est dépassée par la situation présente, les mesures et les contre mesures se succèdent jusqu'à donner le tournis. Comme jamais auparavant, la crédibilité des médias et de l'État est contestée.

La situation sociale.
Les révoltes ne s'arrêtent pas malgré les mesures liberticides prises dans tous les pays pour soi-disant maîtriser la pandémie.
Les révoltes les plus médiatisées sont celles qui se développent aux États-Unis. Mais il suffit de voir que des flambées de lutte sont désormais visibles partout. Elles sont tous liées au déclin des conditions matérielles à la fois de la classe ouvrière (au sens large) et des couches importantes de la petite bourgeoisie.
Ce qui se passe jusqu'à présent en Biélorussie semble malheureusement aller encore dans ce sens. Face à une mobilisation massive - grèves généralisées dans de nombreux secteurs industriels, manifestations, affrontements avec la police - la classe ouvrière n'agit toujours pas indépendamment des forces bourgeoises et reste souvent nationaliste en faisant claquer le drapeau national. C'est ce qui se passe également au Liban.
Et même en Libye où les seigneurs de la guerre font la loi sans se soucier de la population, des milliers de Libyens, principalement des jeunes, ont manifesté à Tripoli pour le troisième jour consécutif, mardi 25 août, contre la corruption et la détérioration de leurs conditions de vie.

La pandémie du Covid a brisé la montée des luttes de 2019 dans le monde entier. Demain les luttes n'auront plus le même caractère, car la montée de la pauvreté post confinement va très certainement pousser à des soulèvements massifs. Elles posséderont un caractère plus ouvrier et moins populaires.Déjà nous voyons des mobilisations contre les plans sociaux.
Des salariés de Suez ont manifesté à La Défense, devant le siège de l'entreprise Suez, contre l'offre de rachat de Veolia (leader mondial du traitement de l'eau), le 8 septembre 2020. le président de Suez Philippe Varin, lui-même, déclarait : *«On ne peut pas annoncer 500 millions de synergies et dire qu'il n'y aura pas d'impact. Je ne l'ai jamais vu de ma vie. Si on regarde Alcatel-Lucent, Lafarge-Holcim, GE-Alstom, chaque fois, des promesses ont été faites. Chaque fois, il y a eu des plans sociaux après»*.
Les plans sociaux s'intensifient avec 750 suppressions de poste chez Général Electric (repreneur des activités d'énergie d'Alstom). Auchan supprime 1500 postes après Nokia, Airbus, la compagnie aérienne Hop ou Camaïeu dans le textile avec 500 emplois supprimés.....
Mais déjà en août la DARES (direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) comptabilisait[1] entre le 1er mars et le 19 juillet, 275 plans sociaux (PSE=Plan de sauvegarde de l'emploi) supprimant près de 45 000 postes dans toute la France.

A cela il faut rattacher la crise des Gilets jaunes qui n'est pas réellement soldée car ces derniers n'ont rien obtenu et la précarité ne peut que croître.

La revue est donc divisée en plusieurs chapitres : la crise sanitaire et ses conséquences, la situation sociale et les révoltes qui montent dans le monde et enfin les tensions impérialistes qui se développent dans ce capitalisme en crise généralisée et très profonde.

La rédaction

1 Le Monde du 13 août, « *Le nouveau coronavirus, une aubaine pour les sociétés qui veulent licencier* ».

Le capitalisme et ses États contre la classe ouvrière envoyée au front comme au cours des guerres mondiales



La pandémie de Covid-19 a clairement montré le rôle néfaste et mortifère joué par le capitalisme et les États capitalistes contre les prolétaires du monde entier et contre toute la vie sur la planète, par la destruction de l'écosystème. Le capitalisme a montré clairement sa faillite. Et pourtant, la bourgeoisie nous avait gargarisé des bienfaits de la mondialisation, du progrès technique perpétuel, de la croissance sans fin de la production, de la science moderne et d'un monde merveilleux à la fin du soi-disant «communisme» de l'Est post guerre froide. Et, patatras ! Ce fut la double peine.

- D'une part, la classe dominante s'est trouvée complètement démunie devant une pandémie annoncée depuis de longue date du fait des méfaits de l'agro-business qui détruit les zones sauvages et réduits les animaux à se réfugier près des concentrations urbaines, transmettant les virus aux fermes industrielles géantes. Elle n'a donc rien fait pour l'éviter en amont. Elle continue par contre sans scrupule cette politique démente.
- D'autre part, elle a renvoyé au front ceux qu'elle a exploité et durement frappé par ses attaques et son austérité depuis l'offensive des reaganomics des années 80, en réaction à l'accentuation de la crise du système.

Qu'a fait la bourgeoisie dans tous les pays du monde, notamment en France ?

A l'exception de Mai 68, chaque fois que les équilibres politiques ont été mis en danger notamment par des réactions ouvrières ou des luttes, les gouvernements en place ont fait appel à la suspension temporaire du cadre légal. De toute façon, la bourgeoisie applique ses « libertés » dites publiques quand cela l'arrange ! Ce dispositif d'État d'urgence ou d'exception est d'ailleurs prévu dans la constitution. Leur instauration répétée au cours de l'histoire récente en est la confirmation la plus flagrante. Depuis 1986 un certain nombre de loi se sont succédées pour renforcer les mesures répressives.

En France, trois fois les mesures d'urgence ont été utilisées dans les « Outre-mer » tout au long des années 1980, puis pendant plusieurs semaines à l'automne 2005 sur l'ensemble du territoire métropolitain pour contrer les émeutes des banlieues et enfin de façon ininterrompue entre 2015 et 2017, suite aux attentats terroristes. Mais tout cela ne suffit pas car la bourgeoisie, consciente que son ordre social ne peut qu'accentuer une colère latente, se donne de nouveaux moyens pour conjurer cette menace.

Depuis 2017, nouveaux durcissement de l'appareil répressif : les principales prérogatives régaliennes de l'état d'exception garantie par l'état d'urgence ont été incorporées au droit commun, renforçant le pouvoir de l'exécutif et les marges de manœuvre des principaux organismes judiciaires et policiers de l'État. Toutefois, cela n'est pas propre à la France. Le tournant autoritaire est à l'œuvre dans de nombreuses démocraties occidentales sous couvert de lutte contre le terrorisme. Ce fut le cas aux USA après les attentats des Twin Towers du 11 septembre 2001 avec l'adoption du *Patriot Act* voté le 26 octobre par le Congrès, suivi du *Homeland Security Act* puis en 2006 par le *Military Commission Act*. Plusieurs rapports d'Amnesty International ont dénoncé la violation des droits de la défense et les pratiques de détention arbitraire prévues par ces lois scélérates. Les USA n'en ont cure ! Une note de la *RAND Corporation* intitulée *«Tendances du terrorisme»* (ch.4) attire maintenant l'attention sur les écologistes, antimondialistes et anarchistes, les désignant comme le terreau de terroristes potentiels. On comprend dès lors que se sont les ouvriers et les révolutionnaires qui sont maintenant visés au-delà du terrorisme.

En France, les mesures d'exceptions de l'État d'urgence qui devaient être temporaires après l'attaque terroriste du 13 novembre 2015, ne sont plus temporaires pour la plupart car elles ont été incorporées à la loi «ordinaire», dès à présent, elles font parties du «droit commun» français. Et

encore, les mesures de 2015 sont une nouvelle fois durcies suite à l'attentat de Nice du 14 juillet 2016. Outre la mise en place des mesures renforçant le contrôle de l'État sur la population, l'État d'urgence lui-même mis en place par le «socialiste» Hollande en 2015 a été prorogé d'année en année jusqu'au premier novembre 2017[1]. Cette politique autoritaire et liberticide trouve ainsi un lieu de cristallisation particulièrement visible puisque les mesures ont été utilisés au-delà du terrorisme et notamment pour les manifestations des Gilets jaunes en 2019.
La crise du coronavirus n'a bien évidemment fait qu'accentuer ces tendances autoritaires des pouvoirs de par le monde déjà fortement déchaînées avec la «Loi d'urgence sanitaire» s'inspirant explicitement de nouvelles normes d'exception. La loi donne à l'État la possibilité de faire des Ordonnances sans passer par le Parlement pendant cette période. Mais, le 17 juillet, le projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire après le 10 juillet a lui-même prévu une période de "vigilance" durant laquelle des restrictions resteront encore possibles. En réalité, il s'agit d'un "état d'urgence qui ne dit pas son nom". Une de ses dispositions prévoit notamment d'entraver le droit de manifester. C'est clair : il s'agit de s'assurer contre toute réaction ouvrière après le déconfinement. Et ce n'est pas tout, la bourgeoisie parle maintenant d'incorporer également les mesures d'urgence sanitaire dans la loi ordinaire comme cela fut fait pour les lois liberticides précédentes.

État d'urgence sanitaire, mon œil !
Mesures sanitaires de protection, mon œil ![2]
Répression accrue contre la classe ouvrière appelée au travail malgré la pandémie !
Malgré les diverses injonctions et pressions, la classe ouvrière s'est manifestée par des refus de reprendre le travail, des débrayages, droit de retrait et des grèves. Si l'appareil idéologique bourgeois s'est mis en branle pour magnifier le travailleur salarié à son poste dans la «guerre sanitaire», il a aussi orchestré le silence sur ces réactions spontanée de protection. Quoique limitées et insuffisantes face au caractère dramatique de la situation présente, ces luttes élémentaires ont été bien réelles. On a pu constater des réactions en Italie dans les principaux centres industriels du nord, avec des grèves et le refus du travail spontanés. Le 12 mars dès le matin, les travailleurs de certaines d'usines et d'entreprises en Lombardie font grève et quittent leur lieu de travail. Le slogan *«Nous ne sommes pas de la viande de boucherie»* se répand comme une traînée de poudre. Une partie des syndicats officiels a également été contrainte de déclarer une grève dans les usines métallurgiques, obligeant l'État et les patrons à prendre des mesures de protection sanitaire.

En Espagne également le lundi 16 mars, dès la prise du travail de l'équipe du matin, la tension était palpable sur la chaîne de production de Mercedes Vitoria – la plus grande usine industrielle du Pays basque, avec 5 000 employés et 12 000 autres en sous-traitance. Face à la passivité criminelle de l'entreprise et des autorités, les travailleurs ont décidé d'arrêter la production et ont imposé l'arrêt de la production pour l'équipe de l'après-midi. Les travailleurs de Mercedes Benz d'IVECO, les travailleurs du bâtiment d'Amazon à Dos Hermanas, les travailleurs d'Aernova (une usine aéronautique à Álava), de l'usine Balay de Saragosse et de l'usine de pneus Continental de Rubí (Barcelone), figurent parmi les entreprises les plus importantes où les travailleurs sont entrés en action.

Aux USA, en mars les usines automobiles s'arrêtent dans toute l'Amérique du Nord en réponse à une vague de grèves sauvages. Mais encore, le 25 juin, les ouvriers de l'usine d'assemblage de Fiat-Chrysler à Détroit exigent d'être protégés de la covid-19. La grève sauvage de l'usine - non soutenue par les syndicats - qui emploie 5.000 personnes, a commencé jeudi à midi lorsque les travailleurs du quart B ont cessé le travail après avoir su qu'au moins trois collègues avaient été testés positifs à la covid-19. La grève fut reprise à l'arrivée des ouvriers du quart C.

En France, des débrayages ont pu paralyser la production dans plusieurs grandes entreprises. Cependant, les syndicats ont pris les devants, notamment aux usines PSA à Valenciennes et Douvrin puis Sevelnord Hordain (Nord) en faisant mettre en place des mesures de contrôle sanitaire «renforcées». Les syndicats SUD et CGT qui, par leur langage radical, sont les plus habiles pour enrayer le développement de la conscience de classe, ont joué à plein leur rôle de rabatteurs du capital. Les appareils syndicaux se sont efforcés de canaliser la colère sur un terrain corporatiste et national. Ils ont ainsi mené campagne pour la reprise en SCOP de l'ancien site de production de masques de Plaintel, fermé par le groupe Honeywell. L'expérience a pourtant amplement démontré que l'autogestion est une impasse pour les ouvriers, qui s'enchaînent ainsi à la défense de leur entreprise. Cette mystification, ainsi que les mesures de capitalisme d'État contenues dans divers programmes pour le très niais «jour d'après», notamment la fermeture des frontières et le retour en force de l'État, sont des obstacles de plus dressés contre la reprise de la lutte prolétarienne.

Mais les réactions cyniques et brutales de la bourgeoisie n'en sont pas restées là : quand il a fallu reprendre le travail exigé par les patrons du monde entier, la classe dirigeante a envoyé la police. Ce fut le cas en Espagne notamment où le 27 mars la police espagnole a agressé des métallurgistes de l'usine Sidenor au Pays Basque qui protestaient contre l'ordre de retourner à des emplois dangereux et non-essentiels malgré la pandémie mortelle de la covid -19.

Nous ne pouvons rendre compte intégralement de la vague de lutte qui a saisi l'ensemble des pays du monde. Cela

1 La rapporteuse spéciale des Nations Unies, de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Fionnuala Ni Aolain, a fait part de ses préoccupations dans son rapport (de mai 2018) publié sur le site internet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Elle critique, le recours aux notes blanches des services de renseignement pour justifier devant les juges des mesures de restriction des libertés, la fermeture d'un lieu de culte, une perquisition administrative ou l'assignation à résidence. Cette dernière juge également « inacceptable le renversement de la charge de la preuve qui entrave à la présomption d'innocence, et affaiblissent les droits de la défense ».

2 Il est clair que nous ne critiquons pas, comme certains négationnistes, le fait de se prémunir contre le virus et la pandémie. Nous critiquons ici l'utilisation de la pandémie par la bourgeoisie pour faire passer sa politique répressive et d'exploitation.

montre clairement que la classe ouvrière est seule, face aux États et à l'ensemble des institutions de la bourgeoisie. Pour assurer sa propre protection, se défendre et, au-delà, affirmer ses intérêts, la classe ouvrière n'a pas d'autre solution que d'entrer en lutte contre les partis et les syndicats, en dépit des gesticulations de l'État d'urgence sanitaire adopté par la classe dominante et ses médias. La classe ouvrière ne peut compter que sur elle même et ses propres forces. La leçon est une nouvelle fois confirmée !

Quelle que soit la gravité de la situation, les révolutionnaires se trouvent toujours aux côtés des travailleurs comme le montre le tract que nous publions ci-dessous. Ce tract a été diffusé aux manifestations du 6 juin par les camarades de Battaglia communista dans plusieurs villes d'Italie. Ces manifestations sont demeurées cependant modestes en ne mobilisant pas beaucoup d'ouvriers : 1500 à 3000 au maximum.

La rédaction de ***Bilan et Perspectives***

Tract pour la manifestation du 6 juin des syndicalistes de base italiens

Le virus, c'est le capitalisme, le prolétariat révolutionnaire, c'est le remède !

L'épidémie du coronavirus a bloqué mais n'a pas arrêté la machine capitaliste, organisée pour l'obtention de **profits**.

Outre la contagion, même dans sa phase la plus aiguë, la classe patronale-capitaliste a dirigé des milliers d'ouvriers sur leurs lieux de production.

Pour notre classe, le risque pour la santé constitue une constante, il l'a été et l'est encore plus face à la férocité avec laquelle les patrons ont imposé la continuation du travail ou sa reprise au plus vite : quarantaine, "distanciation sociale" se sont démontrés des mots vides face à l'urgence de poursuivre le processus d'exploitation, de création et d'appropriation du profit.

La liste des travailleurs morts et infectés s'estompe derrière le voile hypocrite d'un morceau de toile pour couvrir la bouche.

Jamais comme en temps de crise et de crise exacerbée par la pandémie, Vie et Profit n'entrent en contradiction aussi dramatiquement.

Alors que la classe ouvrière, ici et maintenant, se bat pour la défense de sa vie, la bourgeoisie joue ici et maintenant ses cartes pour aujourd'hui, mais surtout pour demain.

L'économie de guerre devient sa perspective de survie : tous les facteurs économiques, sociaux et de travail doivent se plier à cet impératif.

Une nouvelle phase, encore pire que les précédentes, **d'austérité et de sacrifices**, se prépare dans les intentions de la bourgeoisie.

Si aujourd'hui pour les travailleurs il n'y a que les miettes dans le fleuve d'argent réservé aux banques et aux entreprises, déjà dès l'aube, demain, il n'y aura que "***des larmes et du sang***".

Lutter sur les aspects spécifiques de nos conditions de travail et de vie, c'est comprendre, aujourd'hui comme jamais auparavant, que cette crise n'est pas seulement sanitaire, mais surtout celle du système, celle du capitalisme, qui ne connaît aucune garantie, mais seulement celle de son instinct prédateur et parasitaire envers l'humanité et l'environnement. La lutte à une époque de crise nécessite la prise de conscience que le capital n'a aucune marge à concéder, mais seulement qu'il va tout prendre. En conséquence, chaque lutte doit se placer avec plus de force dans la perspective politique du dépassement du système : non pas parce que le résultat de la lutte immédiate est garantie, mais parce que ce n'est qu'ainsi que la détermination à se libérer à jamais de l'esclavage du capital peut mûrir.

• Le virus, c'est le capitalisme !
• Le capitalisme ne peut se relever qu'en marchant sur les morts !
• Nous devons nous organiser et lutter pour résister et nous défendre sur la base de nos besoins, incompatibles avec ceux du capitalisme.
• Nous devons nous organiser pour construire la voie alternative révolutionnaire dépassant cette société décadente.

Samedi, 6 juin 2020, ***Battaglia comunista***

Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org

Une boussole de classe dans la crise de la Covid

La crise qui se développe depuis le début de l'année 2020 ouvre de nouveaux scénarios inédits dans les affrontements de classe. Pour les révolutionnaires, il est essentiel de clarifier certains points fondamentaux de la période actuelle, qui sont aussi originaux dans leur forme que classiques dans leur substance.

Le capitalisme frappé par une crise qu'il a lui-même engendrée

Cette crise est d'ailleurs bien antérieure à la pandémie de covid-19. Le capitalisme traverse en effet une crise structurelle depuis les années 1970[1] et a tenté d'y répondre par la restructuration de l'industrie et la délocalisation de secteurs de production entiers. Ces transformations ont été accompagnées par la révolution numérique, la diffusion des technologies de l'information et de la communication (du téléphone fixe à Internet et aux smartphones d'aujourd'hui) et la financiarisation de l'économie, conduisant à l'essor de la dette publique et privée.

Ces restructurations ont créé des conditions de travail de plus en plus précaires et une attaque contre les salaires directs, indirects et différés (retraites). Cette troisième révolution industrielle – répondant aux besoins du capital de surmonter la crise économique – a transformé l'existence humaine encore plus profondément que les deux révolutions industrielles précédentes ne l'ont fait. Pour autant, la crise n'a jamais été résolue. Le capitalisme est simplement passé d'un effondrement à un autre, d'une guerre à l'autre. En dépit de ces restructurations, la crise persiste et la seule véritable « solution » que connaît le capitalisme reste la guerre généralisée.

Le virus, c'est le capitalisme

Dans le même temps, ces transformations ont dévasté des écosystèmes entiers et ont contribué au réchauffement de la planète. Elles ont considérablement abaissé le niveau de vie et de santé d'au moins un tiers de la population mondiale. Ces conditions sont par ailleurs celles qui favorisent la propagation des virus. Toute l'histoire de l'humanité nous enseigne en effet que les crises et les épidémies sont inséparables. La Covid-19 est susceptible de croiser de nouvelles pandémies qui pourront se propager dans un avenir proche. Elle reflète, en termes de santé, l'incapacité matérielle du système à résoudre durablement la crise économique, sociale et environnementale.

En 2008, la crise a été déclenchée par l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque. L'irresponsabilité des spéculateurs a alors été présentée comme la cause presque unique de la débâcle. Pourtant, douze années de coupes dans tous les domaines (services sociaux, salaires, etc.) ont suivi ce nouveau jalon de la crise capitaliste sans jamais permettre de dépasser l'instabilité et impulser une reprise économique.

En 2020, l'élément déclencheur est la pandémie mondiale de coronavirus qui s'est répandue comme une traînée de poudre, rappelant les pires scénarios de science-fiction. Pour les penseurs bourgeois, lesquels ne peuvent jamais parvenir qu'à une compréhension superficielle ou mystifiée de la réalité, l'origine de cette rechute se ramène tout entière à la circulation du virus. Pour les partis les plus réactionnaires de la bourgeoisie occidentale, ce virus pourrait d'ailleurs n'être qu'une création de la Chine.

Cependant, une réalité s'impose : le mirage d'une reprise de l'économie capitaliste mondiale se dissipe encore une fois et devient toujours plus improbable à mesure que se succèdent les décennies. L'effondrement du PIB au deuxième trimestre 2020 a été de deux chiffres dans pratiquement tous les grands pays capitalistes - et pas seulement parmi ces derniers : de -11,7% en Allemagne à -32,9% aux USA, en passant par -12,4% de l'Italie et -13,8% en France. La seule exception est la faible croissance de la Chine (+3,2%).

La classe dominante capitaliste prétend gérer cette crise économique et sanitaire en négociant des masses de prêts qui, à court et moyen termes, compenseront une partie des profits perdus. A long terme, les crédits devront être remboursés par de nouvelles mesure d'austérité, le durcissement des conditions de travail et la précarité pour tenter de relever le niveau d'exploitation. C'est bien notre classe qui fera les frais des plans de restauration économique.

Le capitalisme ne protège ni la vie ni la santé, seulement le profit

Prenons du recul. Dans les premiers mois de 2020, lorsque le virus a commencé à se propager, les réponses des classes dirigeantes sont passées plus ou moins rapidement du déni initial du problème – visant à maintenir coûte que coûte la production de marchandises – à diverses mesures pour contrôler la propagation du virus. Dans cette deuxième étape, les classes dirigeantes ont ainsi tenté de protéger la stabilité globale du système par des politiques plus ou moins hésitantes pour contenir le virus et stimuler la recherche sur les questions de santé – non pas par souci de la santé de la population comme elles le prétendent, en versant des larmes de crocodile .

Le patronat s'est vite rendu compte que la diffusion du virus représentait bel et bien une menace sérieuse. Il a été confronté à la contradiction entre, d'une part, la nécessité de préserver le fonctionnement régulier de l'économie de marché, alimentant le capitalisme en oxygène qui lui est vital, et d'autre part la protection de la stabilité générale du système remis en cause doublement par les infections sur les lieux de travail et la menace du débordement du système de santé.

Faire face à la pandémie exigerait un investissement beaucoup plus considérable dans la prévention, nécessité à laquelle le capital ne peut consentir. Car le capital a également un besoin vital de maintenir la production et

1 voir nos articles sur le coronavirus et la crise capitaliste,: leftcom.org. On trouvera de nombreux articles sur notre site Web concernant la crise plus longue d'accumulation du système. Le dernier est notre éditorial de Revolutionary Perspectives n°15 (janvier 2020) https://www.leftcom.org/en/articles/2012-09-24/the-tendency-for-the-rate-of-profit-to-fall-the-crisis-and-its-%E2%80%98detractors%E2%80%99 . Pour une analyse plus fouillée, voir: https://www.leftcom.org/en/articles/2012-09-24/the-tendency-for-the-rate-of-profit-to-fall-the-crisis-and-its-%E2%80%98detractors%E2%80%99

l'exploitation du travail salarié. Cette contradiction est en fait insoluble, du point de vue du marché et du profit. Dans une société communiste cependant, dans laquelle la production ne serait pas dirigée par l'accumulation du capital mais par la satisfaction des besoins humains, une telle opposition n'aurait aucun sens.

Le déni populiste apporte de l'eau au moulin des bourgeoisies nationales

Nier l'importance du coronavirus est totalement aberrant. Beaucoup de nos camarades ont néanmoins dû faire face à cette opinion d'apparence contestataire. Oui, la classe dirigeante peut utiliser et utilise effectivement le virus pour multiplier ses instruments de contrôle sur la classe. Pourtant, il ne lui est nullement indispensable d'inventer des virus pour «contenir le risque de nouvelles luttes ouvrières. Par contre, le virus a frappé le capitalisme dans son cœur : la production de marchandises et la réalisation du profit. Si l'épidémie de coronavirus n'était qu'une invention de la classe capitaliste, pourquoi donc aurait-elle réagi en provoquant la récession de larges pans de l'économie dans les centres du capitalisme ?

Notre adversaire de classe n'est ni masochiste, ni stupide. La négation du danger représenté par la Covid-19 n'exprime rien d'autre que la panique individualiste de la petite-bourgeoisie, prête à se jetter sur les recettes populistes et réactionnaires. Cette couche sociale devient folle et «droguée» par des « plans nationaux de redressement » et des réformes en réalité impossibles mais visant à ne pas perdre leurs minuscules privilèges, en croyant sauver le capitalisme du capitalisme lui-même.

Cette couche sociale intermédiaire est effectivement entrée dans une période de déstabilisation, mais elle se montre incapable de dépasser les limites de ses intérêts immédiats. Le prolétariat, au contraire, peut constituer un pôle capable de rassembler ce mécontentement autour de lui. Cependant, l'inverse semble se produire à certains égards : au lieu de développer la confiance en leur propre potentiel défensif et révolutionnaire, certains secteurs de notre classe succombent aux sirènes de l'idéologie populiste et réactionnaire, syndicaliste et corporative, réformiste et démocratique.

Les seules réponses significatives sont venues de la classe ouvrière

Les réponses les plus saines et les plus significatives à la crise de la covid-19 sont venues de la classe ouvrière. On l'a vu au cours de la vague mondiale de grèves qui a commencé en mars en Italie au cri de *«nous ne sommes pas des montons pour l'abattage !»*, puis à travers les révoltes largement prolétariennes qui se poursuivent contre le meurtre de George Floyd aux USA[1] et les grèves générales en Biélorussie[2] contre la corruption de l'appareil gouvernemental. Parallèlement, des vagues de protestations et de grèves grandissent en Iran et au Liban[3] .

Notre classe a ainsi démontré qu'elle est capable de prendre l'initiative de luttes importantes succédant aux «émeutes mondiales» généralisées et récentes en 2019[4], quoique ces mouvements restent encore limités. Elle a également démontrée qu'elle apprend de ses expériences antérieures et géographiquement éloignées sur la meilleure façon de manifester sa force sur les places et dans les rues, et enfin qu'elle sait s'unir pour défendre son intérêt commun comme lors des grèves de mars et avril 2020. Au milieu de ces événements considérables, de nombreux groupes politiques qui se prétendent anticapitalistes ont prouvé qu'ils n'étaient pas à la hauteur de la situation. Ils oscillent et hésitent sur la voie à tracer, puis finalement imitent le populisme nationaliste et reprennent ses programmes réformistes dépassés par l'histoire («faire payer les patrons pour la crise», «nationaliser», «investir dans la santé, etc.…»[5]).

Militons pour l'alternative anticapitaliste devenue toujours plus urgente

C'est dans cette période difficile que la classe doit se rassembler et s'organiser autour des principes programmatiques simples qui ont émergé de la situation réelle. C'est la classe ouvrière, dans sa composition multiforme et complexe mais unie par la même exploitation, et donc par la même perspective anticapitaliste, qui a donné les réponses les plus significatives à cette crise et représente une force qu'aucune autre classe sociale ne peut cristalliser.

Notre classe représente la seule alternative possible au capitalisme, lequel ne doit pas être secouru mais au contraire détruit de fond en comble. De ce point de vue, nous saluons la faillite de l'État comme un signe de la crise de tout le mode de production. Ce faisant, le problème de la construction d'une alternative politique ouvrière à lui opposer reste entier. Un nouveau gouvernement mondial est

1 Cf.: https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-05/unrest-in-the-usa-a-perfect-storm, https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-10/the-murder-of-george-floyd-the-end-of-racism-starts-with-the-death-of-capitalism https://www.leftcom.org/en/articles/2020-09-01/against-police-reform-for-the-abolition-of-capitalism

2 https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-11/winds-of-change-in-belarus-neither-dictatorship-nor-democracy-offer-anything-for, https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-15/strikes-in-belarus-escalate-as-lukashenko-s-power-wavers, https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-24/belarus-between-imperialist-feuds-and-class-movements

3 https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-17/workers-strikes-in-iran-a-new-wave-of-struggle, https://www.leftcom.org/en/articles/2020-08-20/the-lebanon-disaster-a-metaphor-for-modern-capitalism

4 Rappel des émeutes qui ont parcourus le monde du Chili jusqu'à Hong Kong en passant par l'Algérie, l'Irak et le Liban pour ce qui concerne les plus connues.

5 C'est le cas des CICOBAS en Italie : http://sicobas.org/2020/06/04/international-faisons-payer-la-crise-aux-patrons-pour-un-front-unique-anticapitaliste-samedi-6-juin-journee-de-mobilisation-nationale/

en fait de plus en plus possible[6]. Notre programme défend la prise du pouvoir politique par les travailleurs eux-mêmes, organisant la société sur de nouvelles bases. Parce qu'ils sont au cœur de la sphère de la production capitaliste, ils sont capables d'en prendre la maîtrise et ainsi d'entraîner tous les secteurs de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire.

Les luttes à venir contre les coupes dans les aides sociales, les licenciements et la précarité, en défense de notre santé et de notre vie, émergeront sur les lieux de travail. Nous, communistes internationalistes, serons présents dans ces luttes au maximum de nos capacités en mettant en avant le programme politique anticapitaliste, tout en combattant ceux qui, consciemment ou non, prennent le parti du système bourgeois.

Nous ne courrons pas après la petite-bourgeoisie sur son terrain opportuniste, réformiste, populiste et complotiste. Nous serons au contraire activement engagés dans la construction d'une organisation de classe, internationaliste et révolutionnaire, afin que la classe ouvrière gagne confiance pas à pas en son propre potentiel révolutionnaire, pour créer ainsi le futur parti de classe révolutionnaire. Voilà ce à quoi la TCI travaille aujourd'hui dans le monde.

lundi 31 août 2020, traduction de l'éditorial du numéro actuel de ***Battaglia Comunista***

6 La planète étant devenu un «village», il devient raisonnablement possible de concevoir un monde global avec des réponses globales pour l'humanité toute entière.

Les manifestations contre la violence policière se poursuivent aux États-Unis

Les manifestations dépassent maintenant les 100 jours de protestations aux États-Unis contre les violences policières après le meurtre de George Floyd, commis le jour du Mémorial (Mémorial Day) par le service de police de Minneapolis. De grandes manifestations blancs et noirs confondus ont eu lieu aussi bien dans les villes rurales ainsi que dans les grandes villes face à de nouveaux cas de brutalité et de meurtre policiers. Une campagne de maintien de l'ordre de plus en plus virulente et violente se développe menée par le gouvernement Trump, avec la complicité du Parti démocrate.

Les manifestations, en grande majorité pacifique, multiraciale et multiethnique, sont accueillies par des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes, des coups de matraque et des arrestations massives par la police antiémeute. Les gouverneurs et les maires Démocrates ont mobilisé les forces de répression tandis que Trump et les Républicains dénonçaient les manifestants comme étant des anarchistes, des socialistes et des terroristes et incitent ouvertement la violence policière et des «miliciens» fascistes à les attaquer. La classe dirigeante aux États-Unis prend des accents de guerre civile.

La classe dirigeante n'a plus que l'argument de la répression aux USA comme ailleurs dans le monde. Elle comprends de plus en plus qu'elle doit craindre ce genre d'émeutes qui se répand dans tous les pays. Ainsi, dans les semaines qui ont suivi le meurtre de Floyd, plus de 8700 manifestations dans 74 pays ont eu lieu.

Mais aussi les violences policières ne faiblissent pas. Un des dernier incident grave en date à avoir provoqué des manifestations de colère, est la tentative de meurtre de Jacob Blake, un Afro-Américain de 29 ans, père de six enfants, abattu de sept balles dans le dos par un policier de Kenosha, dans le Wisconsin. Le monde comme les États-Unis sont une véritable poudrière. Les émeutes spontanées et violentes tendent à dépasser le cadre étroit des simples raisons de l'embrasement. Elles comportent une colère contre les classes dirigeantes, leurs polices et leurs États qui ont perdu tout crédibilité.

La rédaction

L'assassinat de George Floyd: l'acte de décès du racisme sera celui du capitalisme

L'assassinat de George Floyd à la vue de tous par la police de Minneapolis a choqué à juste titre des millions de personnes à travers le monde. L'assassinat d'un Noir par la police n'est pas un événement inhabituel, en particulier aux États-Unis. Black Lives Matter (BLM) a été fondé en 2013, après l'acquittement de George Zimmerman, un bénévole de Neighbourhood Watch, pour le meurtre d'un adolescent noir, Trayvon Martin. Cependant, BLM a pris son véritable essor en 2014, après les meurtres de Mike Brown à Ferguson et d'Eric Garner à New York. Garner a été asphyxié, tout comme George Floyd qui a répété à plusieurs reprises à son tueur de flics «Je ne peux pas respirer» alors qu'il tenait son genou sur son cou pendant près de neuf minutes. De nombreux autres Noirs américains ont été tués par la police depuis 2014, notamment Tanisha Anderson, Breonna Taylor, Jonathan Ferrell, John Crawford, Ezell Ford, Laquan McDonald, Akai Gurley, Tamir Rice, Eric Harris, Walter Scott, Freddie Gray, Sandra Bland, Samuel DuBose, Jeremy McDole, Alton Sterling et Philando Castile. Il y en a eu beaucoup, beaucoup d'autres. Et il y a déjà eu des manifestations et des émeutes contre l'oppression raciste monumentale des travailleurs noirs aux

États-Unis, de Watts en 1965 à Ferguson en 2014, en passant par Los Angeles en 1992 (après l'acquittement des flics qui avaient massacré Rodney King).
L'année 2020 est cependant toute autre. À cette occasion, probablement en raison de la nature flagrante et délibérée du meurtre enregistré sur un téléphone portable, l'événement a déclenché une série de manifestations, de protestations et d'émeutes à travers les États-Unis ainsi que dans de nombreux autres pays, en grande partie sous la bannière du mouvement Black Lives Matter (BLM). Aux États-Unis, la spécificité de l'assassinat, à savoir le meurtre d'un Noir non armé par un policier blanc, a été au centre des protestations initiales, tandis qu'au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens où les assassinats par la police sont moins fréquents, la mort de Floyd a été considérée davantage comme le symbole d'un malaise raciste plus large dans la société. En tant que communistes et internationalistes, nous nous opposons de par notre programme au racisme en tant que barrière élevée contre l'unité de la classe ouvrière, une unité qui est fondamentale pour le processus révolutionnaire pour l'abolition du capitalisme. Nos camarades de l'Internationalist Workers Group (États-Unis) et de Klasbatalo (Canada) ont été parmi les premiers internationalistes à réagir par une déclaration. Intitulée *«Minneapolis, Police Brutality and Class Struggle»*, elle a été diffusée dans de nombreuses villes des États-Unis et du Canada (ainsi qu'au Royaume-Uni, en Italie et en Australie)[1]. Dans cet article, nous tentons d'examiner la signification du « BLM » dans le contexte plus large du développement de la lutte des classes et de l'internationalisme prolétarien.

Le racisme aux États-Unis

L'histoire des États-Unis – peut-être plus qu'aucun autre pays occidental – est l'histoire d'un racisme profondément enraciné. Les 'Pères fondateurs' du «Pays de la Liberté» étaient quasiment propriétaires d'esclaves. Thomas Jefferson avait plus de 600 esclaves et George Washington environ 320. Sur les douze premiers présidents des États-Unis, seuls deux n'ont jamais été propriétaires d'esclaves. L'esclavage a caractérisé l'économie, en particulier celle des États planteurs du Sud, jusqu'en 1865, date à laquelle il a été aboli après la défaite de la Confédération lors de la Guerre de Sécession. Pour les États victorieux et surtout pour les États nordistes, l'esclavage était considéré comme un obstacle anachronique au développement d'une économie capitaliste moderne – pourquoi encourir les frais généraux de la propriété d'esclaves quand on peut employer, à la place, des esclaves salariés «libres» à moindre coût ? Il n'est pas surprenant que l'émancipation de l'esclavage n'ait guère apporté de progrès social ou d'égalité à la population noire américaine. Après l'ère de la Reconstruction, les lois Jim Crow[2], qui donnaient aux États et aux municipalités locales le pouvoir d'imposer la ségrégation raciale, ont été introduites et sont restées en vigueur pendant une centaine d'années, jusqu'à ce que la pression du mouvement des droits civiques dans les années 1960 force leur abrogation officielle.
Jusqu'alors, la ségrégation était non seulement imposée par la loi, mais aussi par les «justiciers » suprémacistes blancs comme le Ku Klux Klan qui terrorisait et assassinait les Noirs trop «arrogants» ou qui franchissaient sciemment ou par inadvertance les limites fixées par la société blanche du Sud. Cette situation a maintenu la plupart des Afro-Américains dans un état d'abaissement permanent, les soumettant aux pires conditions de logement, d'éducation, de soins de santé et d'accès aux services publics. De plus, cet état de pauvreté garantissait une offre de main-d'œuvre noire bon marché pour le capital américain. La «grande migration» de 1916-1970 a vu quelque six millions d'Américains noirs délaisser les zones rurales du Sud pour les villes industrielles du Nord telles que Chicago, Detroit et New York, où ils se sont généralement contraints d'accepter les emplois les moins bien rémunérés. Bien que cela se soit accompagné d'une plus grande liberté sociale, la ségrégation n'étant pas officielle dans le Nord, la pauvreté et le racisme persistants, y compris un certain nombre d'émeutes raciales violentes, ont eu pour effet que les villes du Nord ont rapidement connu une ségrégation raciale non officielle, et qu'elles le restent encore aujourd'hui dans une mesure bien plus importante que ce n'est généralement le cas dans les autres grandes métropoles capitalistes. Le mouvement des droits civils aurait pu mettre fin à la ségrégation de type « Jim Crow » mais l'histoire ultérieure des États-Unis montre qu'elle n'a pas mis fin à l'activité raciste de l'État.
Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que les Noirs se soient trop souvent retrouvés sous la pointe acérée de la brutale justice pénale étasunienne. Comme nous l'avons souligné, le meurtre de George Floyd n'est pas un exemple isolé du racisme policier, et même un mois après l'événement, il n'est certainement pas le dernier. Les statistiques ne sont pas tout à fait claires, mais le tableau général montre que si les Noirs représentent environ 13% de la population américaine, ils représentent environ 24% des personnes tuées par la police, et sont donc beaucoup plus susceptibles d'en être les victimes. Cependant, la « race » n'est pas l'unique facteur, car les statistiques indiquent également que les victimes de meurtres par la police sont plus susceptibles de venir de quartiers pauvres, ce qui suggère que la classe sociale joue également un rôle important, et voir cette question en termes purement raciaux est une simplification excessive.
Des preuves plus convaincantes de la discrimination raciale dans le système de justice pénale proviennent de l'examen du système pénitentiaire. Les statistiques sont choquantes : les États-Unis comptent 5 % de la population mondiale, mais détiennent 25% des prisonniers dans le monde, dont plus de 40 % sont noirs. Un Blanc sur 17 va en prison, contre un Noir sur trois.
Le 13e amendement à la Constitution américaine interdit l'esclavage ... sauf pour les prisonniers. Aux États-Unis, plus d'un million de prisonniers sont contraints de travailler pour seulement deux cents de l'heure ou parfois pour rien du tout. Les entreprises privées tirent profit d'une nouvelle

1 Voir leftcom.org

2 Les lois Jim Crow (*Jim Crow Laws – expression provenant d'une chanson "Jump Jim Crow"* = Jim le Corbeau, dénigrant les noirs américains) étaient des lois nationales et locales issues des Black Codes, promulguées par les législatures des États du Sud à partir de 1877 jusqu'en 1964, lois qui ont été mise en place pour entraver l'effectivité des droits constitutionnels des Afro-Américain. Les plus importantes lois Jim Crow introduisaient la ségrégation dans les services publics (établissements scolaires, hôpitaux, transports, justice, cimetière, etc.), les lieux de rassemblement (restaurants, cafés, théâtre, salle de concert, salles d'attentes, stades, toilettes, ...) et restreignaient les interactions sociales entre Blancs et gens de couleur au strict minimum, cela au nom du principe *«separate but equal» / séparé mais égaux*.

forme d'esclavage alors que l'industrie privée du travail des prisonniers se développe à un rythme rapide[1]. Parmi les entreprises qui emploient des prisonniers, citons Starbucks, Victoria's Secret, Whole Foods et Nintendo, qui ont toutes utilisé les travailleurs des prisons pour accroître leurs profits. L'énorme augmentation du nombre de prisonniers a été financée, en partie, par des sociétés à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché. De nombreuses entreprises «respectables» ont financé le Conseil américain des échanges législatifs (ALEC), qui a adopté la «loi sur les industries pénitentiaires» pour accroître le travail des prisonniers. Le gouvernement fédéral lui-même fait la promotion d' «opportunités commerciales» dans des dizaines d'usines de prisons fédérales à travers le pays.

Au-delà du système de justice pénale, nous pouvons constater que, d'après la plupart des indices, les Noirs américains sont nettement plus mal lotis que les Blancs. Les statistiques officielles du chômage publiées par le Bureau américain des statistiques du travail montrent – avant l'aggravation de la crise économique nourrie par la Covid-19 – qu'au deuxième trimestre de 2019, le chômage des Noirs était de 6,1 %, contre 3,1 % pour les Blancs et 3,5 % pour la population totale. Pour le deuxième trimestre de 2020, le chômage des Noirs est passé à 16 % et celui des blancs à 12 %. Alors que le taux de chômage des Noirs est encore considérablement plus élevé, le taux d'augmentation du chômage a été sensiblement plus élevé pour les Blancs. Les chiffres illustrent un tableau plus complexe que les notions simplistes de privilège des Blancs et d'oppression des Noirs – le principal facteur du désavantage restant la classe plutôt que la race.

Cela explique pourquoi, cette fois-ci, la situation est différente. Nous avons connu quatre décennies de baisse du niveau de vie des travailleurs dans tous les grands pays capitalistes[2], mais surtout parmi les travailleurs à bas salaires de toutes origines ethniques. Au cours de cette période, les emplois bien rémunérés ont disparu, l'industrie manufacturière ayant migré vers les économies à bas salaires, principalement en Asie. Et l'éclatement de la bulle spéculative du capitalisme financier n'a fait qu'ajouter à la douleur. Comme l'a écrit un camarade sur notre site web :

Les effets résiduels de la «crise financière» de 2008, dette colossale, faible croissance, faibles rémunérations, austérité, en un mot l'érosion des conditions de vie de la grande majorité étaient encore bien présents lorsque la récession a commencé à se manifester. Mais il ne s'agissait là que d'un acte de préparation à la catastrophe actuelle, qui s'est manifestée sous nos yeux et dont nous ne connaissons pas encore la profondeur.[3]

Les manifestations antérieures se sont en grande partie limitées aux quartiers noirs, touchant les personnes noires, mais lors des manifestations et des émeutes qui ont eu lieu aux États-Unis et dans le monde entier, de jeunes travailleurs blancs se sont joints en grand nombre aux manifestations.

Le racisme en Grande-Bretagne

Les origines du racisme contemporain peuvent être rattachées à celles du capitalisme. L'idée de l'infériorité des Noirs a d'abord été utilisée pour justifier la traite des esclaves et l'esclavage, puis développée plus tard au XIXe siècle pour justifier la colonisation impérialiste de l'Afrique et d'autres pays et continents peuplés principalement de personnes de couleur, avec toutes les atrocités qui en découlent souvent pour les populations indigènes. Aux États-Unis, le racisme a été utilisé dès le début pour diviser les travailleurs noirs et blancs.

En Grande-Bretagne, la situation était différente : alors que l'accumulation primitive de capital était largement financée par la traite des esclaves et que les profits étaient rapatriés des plantations américaines, au Royaume-Uni même, le petit nombre de Noirs (quelques milliers) n'exigeait pas que la classe ouvrière soit fondamentalement différenciée selon des critères raciaux. Cependant, le maintien de la structure de l'économie capitaliste exige que les travailleurs considèrent les autres travailleurs comme des concurrents pour l'emploi, le logement, l'accès aux établissements d'enseignement, etc. Il s'agit là d'une importante fenêtre d'opportunité pour les idées nationalistes et racistes, dont Karl Marx observait déjà les effets au XIXe siècle. Mais ce qu'il a vu, c'est que la classe dirigeante britannique utilisait d'innocents ouvriers agricoles irlandais affamés comme briseurs de grève pour briser les grèves dans les mines et les usines, le nationalisme (soutenu par la religion) demeurant l'arme de choix.

«Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre possèdent maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se considère comme un membre de la nation dominante et devient par conséquent un outil des aristocrates et des capitalistes anglais contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des noirs dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente.»

Lettre de Marx du 9 avril 1870 adressée à Siegfried Meyer et August Vogt, New York (voir ***Correspondance Marx-Engels***, tome X, Éditions sociales, 1984).

Ainsi, le racisme sape le seul moyen de résister avec succès aux contraintes quotidiennes du système : la solidarité de classe. Malgré l'internationalisation du capitalisme, la bourgeoisie exerce sa domination sous la forme d'États nationaux. S'opposant à cela, le prolétariat s'affirme comme une classe internationale, une classe de migrants.

1 Pour en savoir plus sur les prisons américaines, voir leftcom.org

2 De nombreux commentateurs capitalistes l'admettent maintenant régulièrement et ouvertement. Voir, par exemple, bloomberg.com, Le graphique de cet article montre que les salaires des travailleurs aux États-Unis sont restés au même niveau que la productivité en hausse, jusqu'au milieu des années 1970, lorsque le boom de l'après-guerre a pris fin, puis ils ont divergé massivement, de sorte que les salaires des travailleurs ont augmenté de 115 % tandis que la productivité croissait de 252 %.

3 leftcom.org

Chaque scission affaiblit sa lutte et resserre les chaînes de l'exploitation. C'est pourquoi il est urgent que les communistes luttent sans compromis contre les idées racistes et c'est pourquoi nous pouvons voir des étincelles d'espoir dans le soutien actuel à l'antiracisme manifesté par de nombreux travailleurs.

Il y eut des précédents. Pendant la Guerre de Sécession, certains secteurs de la classe ouvrière en Grande-Bretagne ont soutenu le blocus des navires confédérés dans l'espoir qu'une victoire de l'Union conduirait à l'abolition de l'esclavage. Cela leur coûta très cher, car les navires transportaient le coton qui devait être transformé en tissu en Angleterre, sans lequel les travailleurs des usines textiles étaient licenciés. Bien sûr, tous les travailleurs n'étaient pas prêts à payer ce prix et certains se sont activement opposés aux blocus. L'idéologie raciste et sa «justification» pseudo-scientifique sous forme d'eugénisme se sont répandues à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, encourageant les notions de supériorité des Européens blancs et justifiant l'assujettissement des populations indigènes de l'Empire britannique. Les sentiments anti-irlandais et l'antisémitisme étaient courants, mais le racisme à l'égard des Noirs ne s'est pas manifesté comme un phénomène majeur en Grande-Bretagne, même avant les années 1950, lorsque (à l'initiative du gouvernement pour fournir de la main-d'œuvre pendant le boom d'après-guerre) une immigration massive en provenance des Caraïbes et d'autres pays du Commonwealth a commencé à avoir lieu[1]. Si la classe dirigeante britannique n'hésite pas à jouer la carte raciale quand cela lui convient, généralement en termes d'hostilité à l'immigration, il serait exagéré de dire que le Royaume-Uni est aussi divisé sur le plan racial que les États-Unis. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance du problème – qu'il s'agisse de la pauvreté ou des taux d'incarcération, les personnes issues de minorités ethniques sont surreprésentées par rapport à leur pourcentage dans la population générale[2]. La police métropolitaine a été qualifiée d' «institutionnellement raciste» en 1999 par l'enquête Macpherson à propos de l'assassinat au couteau de l'adolescent noir Stephen Lawrence le 22 avril 1993. Macpherson a défini cela comme «l'échec collectif d'une organisation à fournir un service approprié et professionnel aux personnes en raison de leur couleur, de leur culture ou de leur origine ethnique». Cette forme de racisme se manifeste par «des processus, des attitudes et des comportements qui équivalent à une discrimination par des préjugés involontaires, l'ignorance, l'inconscience et des stéréotypes racistes qui discriminent les minorités ethniques». Il y a peu de preuves que cela ait changé puisque peu de recommandations de Macpherson ont été appliquées. Cela ne surprend pas les internationalistes révolutionnaires et ne fait que souligner qu'il ne suffit pas d'exiger une réforme – nous avons besoin d'un changement complet de système.

Sous le capitalisme, la vie des travailleurs importe peu

Il est clair que le racisme est inhérent au capitalisme. En tant que communistes et internationalistes, nous abhorrons le racisme et les divisions qu'il peut favoriser au sein de la classe ouvrière. Mais qu'en est-il de l'antiracisme ? Et des mouvements tel le BLM, doivent-ils être soutenus ou ne font-ils eux-mêmes que favoriser les divisions raciales ? Plus haut, nous avons affirmé que la race et la classe constituent une matrice complexe où l'oppression raciale et l'exploitation des classes se heurtent et interagissent. La forme sous laquelle l'oppression apparaît peut sembler découler de la race, du sexe ou de nombreuses autres formes, mais ceux qui en subissent le plus les conséquences le font principalement en raison de leur exploitation économique en tant que prolétaires ou de leur marginalisation en tant que travailleurs surnuméraires. Si nous reconnaissons qu'il existe des plafonds de verre qui empêchent les femmes d'atteindre les plus hauts sommets de la société bourgeoise, le véritable problème concerne les femmes qui luttent pour subvenir aux besoins de leur famille avec des revenus ou des prestations sociales faibles et précaires. De même, les Noirs de la classe moyenne seront confrontés à des formes de racisme social, mais ceux qui souffrent réellement sont les chômeurs et les travailleurs noirs à bas salaire qui luttent pour survivre à la fois contre l'État et le capitalisme. Et ces vrais problèmes sont aussi ceux qui touchent tous les travailleurs, indépendamment de leur race, de leur sexe ou de toute autre oppression que l'on peut mettre en exergue, c'est le problème fondamental de l'exploitation économique du prolétariat.

Le problème du mouvement BLM est qu'il divise les travailleurs en lignes d'oppression plutôt que de reconnaître que la base du capitalisme est le problème fondamental et universel de l'exploitation économique. Cela n'échappe pas à la bourgeoisie qui, dans l'ensemble, n'a aucun problème à soutenir et à récupérer ces mouvements. Le BLM a été pleinement approuvé par la plupart des hommes politiques – à l'exception de ceux d'extrême droite –, sans parler de toutes les célébrités marquantes. La politique de gestes de vertu ineptes comme «faire la génuflexion» ou le spectacle stupide de policiers blancs lavant les pieds des noirs sont devenus le modus operandi de tout ce cirque. Les grandes entreprises américaines font des dons (afin d'augmenter leur part de marché grâce à une bonne publicité) alors que

---

1 Malgré son opposition ultérieure à l'immigration noire et asiatique en général, le ministre de la Santé Enoch Powell s'est fait le champion du recrutement d'infirmières étrangères au début des années 1960. Comme le suggère l'historien du NHS (la Sécurité sociale britannique) Charles Webster, cette anomalie apparente est peut-être due au fait que l'immigration des infirmières a non seulement «fourni une main-d'œuvre abondante et bon marché, réduit le gaspillage et sapé l'argument de la pénurie», mais a également «renforcé sa position en faisant pression pour une politique ferme contre la demande de rémunération des infirmières, qui était elle-même son arme principale dans une campagne plus large pour inciter ses collègues à adopter une approche plus agressive de contrôle des salaires du secteur public». Voir historyandpolicy.org

Les politiques d'immigration du gouvernement actuel l'aident bien sûr à garantir 100 000 postes vacants pour le NHS pendant la pandémie.

2 Selon le rapport du 23 juin de l'Office of National Statistics, le revenu moyen des ménages britanniques blancs était supérieur de près de 65 % à celui des groupes ethniques noirs si l'on exclut l'impact des impôts et des prestations. Le même rapport indique que l'inégalité des revenus était en hausse les deux années avant l'apparition du coronavirus. En 2017, la Lammy Review, un rapport sur les résultats obtenus par les Noirs et les minorités ethniques dans le système de justice pénale au Royaume-Uni, a utilisé les chiffres de 2016 pour constater que «bien qu'ils ne représentent que 14 % de la population, les hommes et les femmes de la BAME représentent 25 % des prisonniers» (p.3: assets.publishing.service.gov.uk). Deux ans plus tard, il a été rapporté que plus de 50 % des jeunes mis en prison étaient issus de la BAME : theguardian.com

beaucoup d'entre elles n'emploient que les travailleurs noirs pour le ménage. Les demandes de non-financement, de réforme ou d'abolition de la police n'ont aucun sens lorsque la fonction de la police est essentiellement de protéger la propriété bourgeoise plutôt que de protéger les travailleurs.

Nous devons cependant reconnaître que des personnes sincères qui aspirent à un monde meilleur sont attirées par ce genre de mouvements. Notre point de vue est que le capitalisme peut faire des gestes sur la race ou le sexe ou presque tout ce que vous voudrez, mais ils resteront sans suite. Les divisions que le capitalisme a créées ne disparaîtront pas du jour au lendemain, mais une fois que son existence source de divisions appartiendra au passé, nous pourrons entamer un sérieux combat pour panser les plaies qu'il a infligées à l'humanité. C'est la lutte que les communistes et les révolutionnaires se proposent d'organiser.

La seule force capable de renverser plus que des statues – en mettant l'accent sur des gestes symboliques comme la génuflexion –, la seule force capable de renverser tout le système d'oppression, c'est la classe ouvrière : noire, blanche ou autre, une classe unie. Comme l'a écrit Karl Marx, «le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri»[1]. Seule cette classe ouvrière, rassemblée dans sa propre Internationale révolutionnaire, peut renverser le capitalisme, une société de classes, pourrie par les préjugés et puant l'inégalité. Le mouvement engendré par l'assassinat de George Floyd est peut-être déjà en train de s'apaiser, mais si cela conduit à une remise en question plus large de la société capitaliste qui a produit une telle exploitation et une telle oppression, alors ce sera un premier pas vers un mouvement anticapitaliste plus général. La prochaine étape est de s'organiser en une nouvelle internationale révolutionnaire de la classe ouvrière. Aucune société dans l'histoire n'est éternelle et tout porte à croire que celle-ci a largement dépassé sa date de péremption. Ses fossoyeurs à travers le monde doivent s'unir afin de lui donner une sépulture définitive.

PBD

*Nous remercions les camarades de **Pantopolis** pour cette traduction tirée de leur site internet.*

16 août 2020

1 Marx utilise des formulations similaires dans une lettre de novembre 1866 adressée à Lafargue, ainsi que dans le tome premier du ***Capital*** (IIIe section : la production de la plus-value absolue, chapitre X : La journée de travail).

Mise au point par rapport aux commentaires de *Pantopolis*[2]

Cet article a été traduit par nos camarades de Pantopolis nous les en remercions.

Leur principale critique de cet article est la suivante :

«l'article de la Communist Workers' Organisation (CWO) utilise le concept de race, sans en critiquer le contenu. Il est inutile de préciser que dans l'espèce humaine – sauf pour les idéologues racistes et leurs partis, les races N'EXISTENT PAS et n'ont d'existence que pour les seuls besoins de l'idéologie nationale-bourgeoise.»

Nous sommes complètement d'accord avec ces camarades.

La science moderne nous répond :

«En 2003, les nouvelles techniques de séquençage mettent à mal, une fois pour toutes les tenants de ces théories racialistes : le projet génome humain, entrepris en 1990, s'achève par la publication de la suite complète des 3 milliards de bases qui composent le génome humain : "C'est la première fois qu'on va pouvoir avoir une notion globale de la diversité humaine", explique Bertrand Jordan. Le projet prouve notamment qu'il n'existe pratiquement aucune variation entre l'ADN de deux humains pris au hasard... Ils sont semblables à 99,9% : "Nous avons tous les mêmes gènes qui sont placés de la même façon, sur les mêmes chromosomes." Une homogénéité remarquable, et qui ne concerne que l'humanité puisque même les primates supérieurs, par exemple, présentent quatre à cinq fois plus de différences entre deux individus.»[3]

Il n'y a donc pas de base scientifique pour l'existence de races. Et la philosophe Catherine Clément renchérit :

"Dans Race et histoire puis Race et culture de Lévi-Strauss, il y a une démonstration implacable que la race n'a aucun fondement scientifique."

Et bien sûr, tous les êtres humains actuels sont, au sens propre, des Africains. Notre espèce, Homo sapiens sapiens, est apparue en Afrique. C'est les sciences naturelles du XVIII° siècle qui étaient classificatoires (cf. : Karl von Linné pour les plantes) ce qui permettait de mieux décrire l'ensemble du monde et par là même a classé les individus en différentes races selon leur couleur.

Donc acte, si notre article pour la commodité de l'écriture de notre article pouvait laisser penser que les races existaient. Toutefois, notre article de se veut pas être un écrit de sociologie. Il n'est pas parlé de "race" mais de "racisme" ou de race comme une forme d'oppression qui existe bien au-delà de faits scientifiques. Notre but ici était de démontrer que race ou nation ou religion sont des formes appropriées au capitalisme afin de diviser la classe ouvrière. Notre bref article pourrait être aussi critiqué pour un manque de toute l'histoire des origines du racisme mais il était seulement intéresser à répondre à la situation actuelle

Les autres commentaires de **Pantopolis** portent sur une surestimation des mouvements aux États-Unis. Et par exemple, il indique.

«Aucun mouvement de 'citoyenneté démocratique' ne peut donner une «énergie» décuplée aux exploités face au Capital et créer un « mouvement anticapitaliste».

Ici, il faut faire une précision et une séparation Nous sommes bien d'accord que tout mouvement démocratique et inter-classiste ne peut en lui-même être porteur d'une solution pour la classe ouvrière. Et même pourrait l'enfoncer dans de fausses directions. Toutefois, après la profonde réaction et la profonde involution du monde qui ont touché le prolétariat et son être profond depuis les

2 Voir. : http://pantopolis.over-blog.com/2020/08/karl-marx-le-travail-sous-peau-blanche-ne-peut-s-emanciper-la-ou-le-travail-sous-peau-noire-est-stigmatise-et-fletri-l-assassinat-d

3 France culture, *«Le concept de race peut-il s'appliquer à l'espèce humaine ?»*. - émission du 19/10/2016.

années 80, il faut voir dans les révoltes d'aujourd'hui plus qu'un contenu démocratico-petit-bourgeois. Il y a aussi des revendications et des réactions prolétariennes en gestation et si nous voulons être un ferment actif dans les nouvelles configurations de classes, il faut savoir les reconnaître, les accompagner et leur permettre de se surpasser qualitativement.

Il faut comprendre que e mouvement contre le meurtre de George Floyd a commencé comme un mouvement plus large que l'existence de Black Lives Matter. En effet, pour la première fois, il a entraîné les jeunes blancs ouvriers dans les rues au coude à coude avec leurs camarades noirs (on n'avait pas connu la même chose in 1968 ou 1992 ou 2008). Or, un mouvement plus large peut devenir un mouvement de tout la classe. Mais, son potentiel s'est perdu dans la lutte contre les flics.

Le 25 mai était le jour où un policier de Minneapolis a tué Floyd, lui enfonçant son genou dans le cou pendant plus de 8 minutes. Depuis, la police a encore tué au moins 235 personnes aux États-Unis. Le rythme des meurtres est en passe de dépasser le millier cette année, avec près de 3 personnes abattues par la police chaque jour. Le dernier incident en date à avoir provoqué des manifestations de colère est la tentative de meurtre de Jacob Blake, un Afro-Américain de 29 ans, père de six enfants, abattu de sept balles dans le dos par un policier de Kenosha, dans le Wisconsin. Si Blake a, de façon surprenante, survécu à la fusillade, son père a déclaré au Chicago Sun-Times mardi que son fils était maintenant paralysé à partir de la taille et que les médecins ne savent pas s'il se remettra complètement de ses blessures.

Voici le tract distribué par des camarades et des sympathisants aux USA et au Canada lors des manifestations contre le meurtre de George Floyd.

Minneapolis, Brutalité policière et lutte de classe

1. Watts en 1965, Los Angeles en 1992, Ferguson en 2014. Rodney King, Mike Brown, Sandra Bland, Tamir Rice.

Les événements de Minneapolis sont une résurgence d'un problème historique et systémique. En supplément à la souffrance due au chômage qui est deux fois supérieur à celui de ses camarades blancs (nombre constant depuis les années 1950), le prolétariat noir est la cible de manière disproportionnée de violence policière, sans apparemment aucune fin en nombre de morts. Pourtant, la classe se montre, encore une fois, combative dans ces moments difficiles. Les travailleurs noirs d'Amérique, ainsi que le reste du prolétariat solidaire, sont descendus dans la rue et ont repoussé la répression étatique. Rien n'a changé. En 1965, tout comme en 2020, la police tue et la classe réagit au mépris de l'ordre social pourri pour lequel elle assassine. La lutte continue !

2. Bien que la classe ouvrière noire soit affectée de manière disproportionnée par la brutalité policière aux États-Unis, son oppression est définitivement liée à sa position de classe.

George Floyd n'est qu'un des malheureux parmi les centaines de Noirs assassinés brutalement par la police chaque année. Ces actes de violence institutionnelle possèdent une motivation raciale, il est cependant indéniable que la police existe comme outil de l'État en défense des intérêts de la bourgeoisie. S'il est important de souligner les dynamiques raciales qui existent au sein des différents sous-groupes de la classe ouvrière, ainsi que les luttes spécifiques auxquelles chacun est confronté, il est tout aussi important de reconnaître les intérêts communs en tant que travailleurs exploités par la classe capitaliste. Les travailleurs non-noirs devraient être solidaires des travailleurs noirs qui manifestent à Minneapolis et dans d'autres villes des États-Unis. Les travailleurs de toutes races confondues doivent s'organiser en fonction de leur classe pour lutter à leur libération. En effet, une attaque contre une partie de la classe ouvrière est une attaque contre nous tous.

3. «C'est le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir» - Karl Marx, 1870

En ce qui regarde les idées racistes et chauvines au sein de la classe ouvrière, Marx a souligné que «c'est le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir». En effet, que ce soit en Angleterre en 1870, ou en Amérique en 2020, pour les patrons, le racisme est fondamentalement une tactique de division pour régner. Les capitalistes sont très heureux lorsque les démagogues réactionnaires emplissent les oreilles des travailleurs blancs d'idées chauvines et qu'ils leurs expliquent comment s'identifier avec les patrons et le gouvernement contre leurs camarades ouvriers. Sous le thème «dernier embauché, premier licencié», la classe ouvrière noire a été poussée à un degré extrême de précarité. Pendant ce temps, les travailleurs blancs ont été dupés par le piège des patrons. Avec une fraction de leur classe attaquée à l'extrême, d'autres travailleurs cherchent maintenant des emplois pour lesquels les capitalistes ne peuvent qu'offrir des salaires et des conditions de travail au rabais.

4. Petite ou grande, le problème est le même,

Au cours du siècle dernier, la petite bourgeoisie a utilisé l'idée d'«entreprise familiale» pour évoquer un sentiment de communauté, qui semblait nécessaire pour la secourir, surtout en période de difficultés économiques. Les petites entreprises ont toujours tenté de se démarquer des grandes en termes d'exploitation, tout en aspirant simultanément aux mêmes méthodes que la bourgeoisie. Les petites entreprises, en particulier, rappellent l'idéal du rêve américain, des travailleurs immigrants venus en Amérique pour un nouveau départ. Cette fable de la réussite «du ruisseaux jusqu'à la fortune» est utilisée pour justifier leur exploitation. La réponse violente des propriétaires de petites entreprises lors des émeutes de Minneapolis montre clairement que la petite bourgeoisie sacrifiera toujours les

travailleurs pour défendre ses propres intérêts de classe. Le simple fait de critiquer la police sous couvert de «solidarité avec les gens de couleurs» avec le soutien d'entreprises appartenant aux minorités, est une tentative de collaboration de classe qui obscurcit le problème concret, c'est à dire la réalité de l'exploitation capitaliste. En opposition à ces mystifications, les travailleurs doivent s'organiser sur des positions de classe.

5. Dans les luttes passées contre la classe capitaliste et son État, les travailleurs ont coordonné des grèves en solidarité avec des mouvements plus larges.
Les chauffeurs de bus de Minneapolis ont refusé d'aider la police à transporter les manifestants arrêtés. Les travailleurs de toute la ville sont parvenus à organiser une certaine résistance aux mesures violentes prises contre les manifestations en refusant de fournir leur force de travail. Cela ne devrait pas s'arrêter là. Nous devons nous mobiliser pour de nouveaux arrêts de travail et résister à tous les efforts de l'État pour réprimer violemment les manifestants, pas seulement à Minneapolis mais à travers tous les États-Unis. Les travailleurs de base, tels que ceux d'Amazone ou d'Instacart[1], peuvent encore tirer partie de leur position de pouvoir pour appeler à des grèves de solidarité avec les manifestants. En période de crise intense, l'organisation de toutes les industries et de tous les secteurs fait comprendre que c'est la classe ouvrière qui a la possibilité entre ses mains de transformer la société.

6. La brutalité policière ne peut être résolue que par l'abolition de la police.
Lorsque la police commet un meurtre cynique, l'on voit souvent des demandes pour diverses réformes et pour arrêter les tueries. Qu'il s'agisse de caméras corporelles, de formation supplémentaire ou d'une surveillance communautaire, l'objectif est d'avoir des policiers qui ne terrorisent pas et n'assassinent pas les personnes qu'ils prétendent «protéger et servir». Le problème avec cette approche c'est que la réalité est toute autre, les forces de police n'existent que pour terroriser et assassiner au nom du capital. La seule façon de disposer d'un monde où la police ne tue plus parce qu'on est noir, c'est d'avoir un monde sans capitalisme.

7. La rébellion urbaine doit se transformer en révolution mondiale.
Bien que nous soyons stimulés par la riposte de certaines fractions de la classe ouvrière, la voie de ces émeutes est de s'essouffler au bout d'une semaine environ tandis que l'ordre sera rétabli comme les structures oppressives. Pour que le pouvoir des capitalistes et de leurs mercenaires soit véritablement détruit et aboli, il faut un parti international de classe révolutionnaire. Ce parti sera l'outil entre les mains de la classe ouvrière pour s'organiser et diriger sa rage refoulée non seulement vers la destruction de l'État raciste, mais vers le renforcement du pouvoir ouvrier et vers le communisme.

Intransigence/Internationalist Workers' Group et Klasbatalo
(affiliés à la TCI aux États-Unis et au Canada)
31 mai 2020

1 Entreprise spécialisée dans la livraison de produits alimentaires, via des livreurs indépendants à l'image d' Uber

---

L'IMPERIALISME

La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste

Toute mesure rationnelle pourrait laisser supposer qu'une espèce sensible dominante, confrontée à des menaces mondiales, se rassemblerait, mettrait en commun ses ressources et ses informations et chercherait une solution mutuelle au problème. Mais la pandémie de coronavirus a confirmé ce que la crise du changement climatique nous avait déjà dit : que le capitalisme, même sous sa forme «mondialisée», est fondamentalement inadapté à produire une réponse coordonnée pour s'attaquer à quoi que ce soit. Au contraire, le Covid-19 a été mis à profit (comme les experts de la presse capitaliste aiment à le dire) pour intensifier les rivalités impérialistes dans la lutte entre les deux principaux concurrents impérialistes.
Dans un article sur cette confrontation, nous écrivions en 2018 : *«Un krach majeur qui anéantirait des trillions de dollars conduirait à une dépression très profonde et il est difficile de prévoir quelles en seraient les conséquences sociales pour le capitalisme. Et lorsque toutes les autres options auront été épuisées, la perspective d'un conflit impérialiste mondial sera d'autant plus proche. La rivalité actuelle entre les États-Unis et la Chine sera l'axe autour duquel tout conflit se déroulera»*[2].

Bien qu'il ne s'agisse pas exactement d'un krach au sens classique du terme, le Covid-19 a déjà provoqué un choc similaire dans le système capitaliste mondial. Un choc suffisamment important pour le faire entrer en récession. À ce stade, il est difficile de dire avec précision comment cela se passera en fin de compte, mais «l'avenir» semble s'être soudainement beaucoup rapproché. La semaine dernière, le Parti communiste chinois a condamné l'Union européenne pour avoir tenté de lancer «une nouvelle guerre froide». En fait, cette guerre froide a vraiment commencé il y a quelques années. Ce qui se passe maintenant, c'est que cette «guerre froide» s'intensifie en raison du virus.
Depuis les années 1980, la restructuration de l'industrie manufacturière en Occident et le transfert de capitaux occidentaux (principalement via les banques de Hong Kong) vers les usines à bas salaires installées en Chine ont été la principale réponse à la crise de l'accumulation du capital qui a frappé l'économie mondiale depuis la fin du boom de l'après-guerre à la fin des années 1960. Le Parti communiste chinois, toujours à la recherche d'un renforcement de sa légitimité, n'a été que trop heureux d'ouvrir partiellement son économie au capital occidental.

2 http://www.leftcom.org/en/articles/2018-02-13/china-long-held-us-fears-becoming-reality.

Le «socialisme à caractéristiques chinoises» serait en réalité un capitalisme d'État en alliance avec le capital occidental. La situation semblait être gagnant-gagnant pour les deux parties. Les taux de croissance chinois ont été les plus élevés de toute l'histoire du capitalisme, tandis que les produits de base chinois bon marché ont contribué à amortir le coup porté à la chute des revenus des travailleurs en Occident (qui ont diminué ou, au mieux, sont restés stagnants depuis 1979). Tout cela était cependant sous-tendu par la déréglementation financière que l'Occident a mise en place pour permettre aux banques de financer toutes sortes d'investissements et de spéculations. La conséquence a été l'augmentation de l'endettement de beaucoup de ces travailleurs qui ont contracté des prêts et des hypothèques alors que les banques ont même cessé de vérifier s'ils pouvaient rembourser. L'effondrement du marché des prêts hypothécaires à haut risque qui a suivi a déclenché la contagion financière qui a conduit à l'effondrement financier de 2007-2008. Cela s'est avéré être un tournant à la fois économique et politique dans les relations internationales.

Alors qu'en Occident, les banques étaient considérées comme *too big to fail* [trop grandes pour faire faillite] et étaient donc renflouées, en Chine, la reconnaissance de la baisse des marchés extérieurs a conduit à une injection massive de capitaux pour stimuler le marché intérieur. Ces deux politiques ont sauvé le système, mais comportaient un coût. En Occident, une décennie d'austérité a en fait aggravé la situation de la classe ouvrière, alors que les taux de croissance chinois n'ont jamais retrouvé les niveaux des premières années de ce millénaire et que la Chine représente aujourd'hui plus de la moitié de la dette mondiale. En fait, tout ce qui a été accumulé à travers le monde, ce sont des milliards de dollars de dettes souveraines et personnelles. Le système boite depuis 12 ans dans ce que Larry Summers a appelé la «stagnation séculaire». Ou, comme nous l'avons dit à maintes reprises, il est tombé dans une nouvelle crise sans avoir réglé la dernière.

L'impact de la Covid-19

Ce qui nous amène à la Covid-19. Comme nous l'avons écrit dans *Réflexions sur le coronavirus*, la situation économique s'est considérablement détériorée. Le taux de croissance de la Chine a plongé à son plus bas niveau depuis 27 ans, mais les États-Unis ne sont pas en meilleure posture.

«La Chine est à genoux sur le plan économique. Les dernières données sur la croissance du PIB ont donné un maigre 2,8 %. Les États-Unis sont accablés de dettes et de déficits immenses et ne comptent que sur la suprématie du dollar et sur l'armée la plus puissante du monde pour survivre.»[2]

Face au virus, toutes les grandes puissances ont été «lentes à réagir». La raison n'est pas difficile à deviner. Toutes s'inquiètent des dommages que pourraient subir des économies déjà fragiles si des mesures sanitaires efficaces étaient prises. La politique a consisté à protéger leur richesse plutôt que notre santé. Ce n'est pas un hasard si les petits États comme l'Éthiopie, Taïwan ou la Corée du Sud, qui ne sont pas en haut de l'échelle impérialiste, ont été les plus efficaces pour faire face aux premiers signes d'infection. Cela a également aidé certains d'entre eux qui avaient déjà connu, ces dernières années, d'autres épidémies de grippe et de coronavirus. Ils avaient déjà compris que s'ils n'agissaient pas immédiatement sur le problème de santé (confinement), une action ultérieure (atténuation) serait encore plus dommageable pour l'économie.

Pour les deux plus grands rivaux de la planète, la Chine et les États-Unis, la pandémie est cependant devenue une guerre des mots. Trump a passé des semaines à l'appeler *«le virus chinois»*, et son secrétaire d'État, Pompeo, le fait toujours. Les deux parties ont leurs propres théories conspirationnistes qui s'accusent mutuellement de fabriquer le virus dans un laboratoire avant de le libérer dans un monde sans méfiance, bien qu'il n'existe pas la moindre preuve scientifique de ces théories. Non pas que cela concerne l'une ou l'autre partie. Tout cela fait partie d'une bataille plus large qui a commencé en 2012.

De la mondialisation à la lutte pour le pouvoir dans le monde

Jusqu'alors, le Parti s'était largement tenu à la politique discrète de croissance énoncée par Deng Xiaoping. L'un de ses axiomes permanents après 1978 était le taoguang yanghui (nous devons dissimuler nos capacités et éviter les feux de la rampe). En 1990, il soutenait encore que la Chine devait être prudente dans les relations internationales :

«Nous ne craignons personne, mais nous ne devons pas non plus offenser qui que ce soit. Nous devons agir conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique et ne jamais nous en écarter»

Quelques années plus tôt, Paul Kennedy, dans son ouvrage *Naissance et déclin des grandes puissances* [traduit en français], avait noté que les dépenses de défense de la Chine avaient diminué pendant les 15 années précédant 1985 (à un moment où la tentative de maintenir la course aux armements avec les États-Unis entraînait l'effondrement de l'URSS). Il a cependant poursuivi en prédisant que cela ne durerait pas. Citant *The Economist* selon lequel : *«Pour les militaires [chinois] qui ont la patience de voir les réformes [économiques] être menées à bien, il y a un avantage... 10 à 15 ans plus tard. L'économie civile aura pris suffisamment de vitesse pour faire avancer le secteur militaire plus rapidement, a-t-il conclu, ce n'est qu'une question de temps»*.

En fait, la prédiction de *The Economist* s'est avérée assez précise. Depuis 2000, le budget militaire officiel (en.wikipedia.org/wiki/Military_budget_of_China) de la Chine est monté en flèche. Depuis 2008, il a triplé. En outre, les dépenses réelles sont estimées être beaucoup plus élevées, car certaines dépenses sont cachées dans les budgets d'autres départements.

Cependant, au début, il n'y a pas eu de changement perceptible dans la politique visant à promouvoir le «soft power» et l'influence en Asie et en Afrique. Cela a commencé à changer lorsque l'administration Obama a annoncé en novembre 2011 que le retrait des troupes d'Afghanistan permettrait aux États-Unis de «pivoter vers l'Asie», ce qui a été confirmé dans le budget militaire américain de janvier 2012. Plus tard dans l'année, Xi Jinping est arrivé au pouvoir en Chine en utilisant le slogan de plus en plus répété de la «grande renaissance de la nation chinoise».

Au cours des années suivantes, sa répression de la corruption et de la dissidence l'a aidé à consolider son pouvoir en éliminant ses rivaux. En 2013, il est également

2http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-04-05/r%C3%A9-flexions-sur-le-coronavirus-et-la-crise-%C3%A9conomique.

devenu président de la Chine, tandis qu'en 2017, il est devenu le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Zedong en supprimant toute limite à son mandat. Lors de son 19e congrès l'année dernière, le Parti communiste chinois (PCC) a même inscrit son nom dans la constitution du parti. L'inscription de la «pensée de Xi Jinping», basée sur les «aspirations originelles» ou chuxin de Mao, dans ce document signifie que toute contestation du président est désormais une menace pour le pouvoir du PCC.
Lors de ce même Congrès, Xi a défini deux grands objectifs : de 2020 à 2035, la Chine deviendra une économie et une société «pleinement modernes» ; puis, dans les 15 années suivantes, jusqu'en 2050, la Chine réalisera sa quête de richesse et de puissance nationales en acquérant le statut de grande puissance. Tout cela signifie en réalité que la Chine a ouvertement déclaré qu'elle lançait un défi direct aux États-Unis.
Bien avant l'arrivée de Trump sur la scène, les relations se détérioraient. En 2015, Xi Jinping a assuré à Obama que la Chine ne militariserait pas les îles artificielles qu'elle construisait dans la mer de Chine méridionale. Un an plus tard, des photos satellites de l'île de Subi montraient une piste d'atterrissage gardée par des systèmes anti-aériens et d'autres armes. En plus de ce mensonge, la tolérance de l'espionnage industriel chinois ou des demandes de transfert de technologie, qui étaient auparavant considérées comme un coût d'investissement en Chine, est maintenant devenue un facteur beaucoup plus négatif pour les patrons américains. Trump a ainsi pu dépeindre l'ensemble du scénario de mondialisation comme un scénario où la Chine infidèle avait «volé les emplois américains».
Obama et Hilary Clinton avaient également promu le partenariat transpacifique (TPP) avec 10 autres pays comme un contrepoids direct à l'influence chinoise en Asie de l'Est et au-delà. Le premier acte de Trump a cependant été de retirer les États-Unis du TPP (pour la seule raison qu'il s'agissait d'une politique d'Obama), offrant ainsi aux Chinois la direction de la coopération internationale dans la région. La Chine avait déjà persuadé de nombreux alliés des États-Unis (dont la Grande-Bretagne) de signer pour sa Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et, en 2017, elle a officiellement lancé, en grande pompe, son initiative «Belt and Road» [la nouvelle route de la soie] qui menace de transformer l'Eurasie en dominion économique de la Chine.
L'«America First» de Trump rend cela encore plus réalisable. Sous Obama, les États-Unis jouaient sur leur force traditionnelle de leader du «monde libre» qui, à long terme, pourrait mobiliser des alliés contre une Chine relativement isolée. Trump, cependant, s'est mis à réprimander les partenaires de l'Otan pour ne pas avoir payé leur contribution, et a menacé de déclencher une guerre commerciale avec l'Europe, semblable à celle qu'il a lancée contre la Chine. Cela a beaucoup contribué à miner l'influence des États-Unis et certains États européens ont même ouvertement cherché à resserrer leurs relations avec la Chine ces dernières années. La guerre commerciale que Trump a lancée n'a même pas atteint son objectif. Non seulement la Chine a réduit ses investissements aux États-Unis de 45 milliards de dollars en 2016 à seulement 5 milliards de dollars en 2019 avec tout l'impact que cela a sur l'emploi, mais l'industrie manufacturière américaine en janvier 2020 était tombée dans son pire marasme depuis une décennie. Le fait que chaque déclaration de Trump aggrave la panique financière et qu'il y ait une fuite vers le dollar n'arrange rien, ce qui ne fait que rendre les exportations américaines plus difficiles à vendre à l'étranger. Avec l'entrée en scène du Covid-19, la guerre commerciale de 20 mois a été suspendue en janvier.
Mais l'hostilité n'a fait que s'intensifier.

La Chine de Xi

Le pouvoir de Xi en Chine s'est accompagné d'une extension du pouvoir de l'État et du PCC. La surveillance accrue des citoyens, la création d'une nouvelle "Grande Muraille" autour d'Internet pour contrôler son trafic et le goulag massif qu'est le Xinjiang pour réprimer les protestations Ouïghours sont des faits bien connus de la vie en Chine. Ils ont été portés à l'attention du monde entier lorsque le régime a tenté de faire accepter par la force une nouvelle loi d'extradition à ses dirigeants fantoches de Hong Kong.
La tentative d'introduction de cette loi l'année dernière a donné lieu à des protestations massives (impliquant au départ près d'un quart de la population du territoire). Ces protestations ne sont pas sorties d'un ciel bleu azur. Le "mouvement des parapluies" de 2014 avait occupé des parties de la ville pendant 77 jours en 2014, en opposition à la première ingérence dans les procédures électorales de Hong Kong. Celle-ci avait échoué, mais en 2015, cinq libraires de Hong Kong ont « disparu » pendant quelques semaines. Leur crime consistait à vendre des livres interdits en République populaire de Chine et contenant des détails sur la vie privée de membres importants du PCC comme Mao et Xi. C'était une violation de l'autonomie limitée de Hong Kong et des milliers de personnes ont manifesté contre la détention des libraires en 2016. Ces manifestations étaient précurseurs des manifestations massives de l'année dernière contre la formalisation de ces extraditions. Il est certain que ces manifestations ont également suscité les griefs sociaux de nombreux jeunes de Hong Kong. Au cours de ces manifestations, des graffitis sont apparus, assimilant «Chinazi» à «AmeriKKKa», mais en fin de compte, il s'agissait de préserver, voire de restaurer ce qui restait du statut spécial de Hong Kong selon l'idée «un pays, deux systèmes». Le chef de l'exécutif Carrie Lam a été contraint d'annuler la loi d'extradition, mais les protestations ont continué autour de 5 revendications démocratiques et du drapeau américain avant de s'essouffler avec la pandémie de coronavirus. Mais la demande d'indépendance de Hong Kong a pris de plus en plus d'importance à mesure que la lutte se poursuivait.
Pour le PCC, Hong Kong pose un problème particulier. Les deux tiers des investissements étrangers en Chine passent par son secteur bancaire. Les tentatives visant à le remplacer par Shanghai et même Macao, n'ont eu qu'un succès limité. Cependant, malgré toutes les protestations et la violence de 2019, les investissements via Hong Kong ont continué à augmenter. Cela semble avoir enhardi le régime à aller plus loin et à utiliser une faille dans la loi fondamentale de Hong Kong pour imposer une nouvelle loi de sécurité sur le territoire le 28 mai. Cette loi interdira toute incitation à l'indépendance et pourra être utilisée contre presque toute forme de dissidence. Elle a placé Hong Kong et la question de la démocratie en première ligne des relations impérialistes entre les États-Unis et la Chine. Les États-Unis n'ont pas tardé à utiliser la «carte de la démocratie» pour reprendre une partie de l'initiative qu'ils avaient perdue récemment et reconstituer une «alliance occidentale». Ils se sont maintenant ouvertement rangés du

côté des manifestations de l'année dernière à Hong Kong «pour la défense de l'État de droit». Elle a trouvé en cela un soutien bienvenu dans la déclaration des législateurs de 23 pays condamnant la Chine pour avoir saboté l'accord de retrait initial du Royaume-Uni. Plus concrètement, le gouvernement britannique a maintenant offert l'entrée sans visa pendant 12 mois aux détenteurs de passeports nationaux (d'outre-mer) britanniques. Cela porte à 2,8 millions le nombre de demandes de citoyenneté à Hong Kong. Les États-Unis ont maintenant menacé de mettre fin aux relations commerciales spéciales de Hong Kong avec les États-Unis, bien que l'on ne sache pas clairement qui sera le plus touché – la Chine ou Hong Kong. La Chine n'a pas tardé à riposter dans cette guerre de propagande en faisant référence à la tourmente actuelle sur le racisme de la police américaine en répétant *«Je ne peux pas respirer»*.
Mais ce n'est pas la seule question qui a remué la marmite impérialiste. La guerre de propagande sur les origines du virus Covid-19 a une fois de plus impliqué le commerce. L'Australie, avec le soutien de 61 autres États, a été le fer de lance d'une enquête sur les origines de la pandémie. Mais elle a conduit les Chinois à montrer que ce n'est pas seulement Trump qui peut utiliser la puissance économique à des fins politiques. La Chine a déjà cessé d'importer de l'orge et des produits à base
de viande d'Australie et l'industrie minière, qui soutient le gouvernement Morrison, s'inquiète déjà de ses exportations.

Taïwan et les missiles

Mais tout cela est bien peu en comparaison de ce qui se passe dans la mer de Chine méridionale. Depuis un mois, l'Armée populaire de libération de la Chine (APL) mène un exercice de tir réel impliquant un groupe de combat de navires basés autour de son porte-avions, le Liaoning. Pendant ce temps, les États-Unis ont délibérément envoyé à sept reprises leurs navires de guerre au nom de la « liberté de navigation » dans les mers au large de la Chine. La dernière en date, le 4 juin, a coïncidé avec l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen en 1989. Le destroyer de missiles guidés de la classe Arleigh Burke, le USS Barry, a non seulement effectué une opération pour la « liberté de navigation » dans la mer de Chine méridionale, mais a même lancé un missile lors de son propre exercice de tir réel. Selon le journal de propagande chinois ***The Global Times***, il a ensuite été chassé par des navires de l'APL, mais il semble plus probable qu'il soit passé malgré la provocation.
Le Barry a peut-être répondu à un autre conflit – le statut de Taïwan. Plus tôt dans la journée, l'APL a publié des images d'un assaut amphibie de chars sur une plage de la côte chinoise en face de Taïwan. Elle a également suivi la prestation de serment pour son second mandat de Tsai Ing-Wen, du Parti progressiste démocratique pro-indépendance, en tant que présidente de Taïwan, le 20 mai. Ces manœuvres font suite aux menaces du général Li Zuocheng de l'APL, qui a déclaré que si les négociations avec Taïwan sur la réunification échouaient, l'ALP «écraserait résolument» le mouvement indépendantiste. Il a poursuivi en soulignant le récent durcissement de l'attitude de la Chine.
«La Chine d'aujourd'hui n'est plus la frêle Chine d'autrefois...Nous ne promettons pas d'abandonner l'usage de la force et nous nous réservons la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires pour stabiliser et contrôler la situation dans le détroit de Taïwan».

Une partie de cette nouvelle confiance vient du fait que la Chine, n'étant pas signataire du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), a été en mesure de construire ses missiles à portée intermédiaire au cours des dernières années. Le traité interdit le développement de tout missile (nucléaire ou conventionnel) d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres.
Les États-Unis se sont retirés du traité en août dernier, en invoquant comme raison le développement d'un nouveau missile russe. Toutefois, cette décision leur permet également de combler le « déséquilibre des missiles » [missile gap] qu'ils perçoivent avec l'APL dont on estime qu'elle disposerait de plus de 2 200 missiles, la plupart ayant une portée supérieure à celle des États-Unis. Cette année, elle a achevé la construction de 80 nouveaux navires pour compléter sa flotte (soit l'équivalent de la flotte britannique dans son ensemble).
La capacité satellitaire de la Chine vient appuyer cette affirmation. Selon la publication ***Defense News***[1], cela lui donne un système sophistiqué pour cibler ses armes.
Certains des satellites chinois comprennent plusieurs charges utiles qui sont presque certainement destinées à des fins militaires, tels que des capteurs électro-optiques, des radars à ouverture synthétique et des technologies de renseignement électronique. Le pays utilise également une constellation de satellites du système de surveillance navale des océans qui assurent une couverture permanente des eaux entourant la Chine. Ces capacités peuvent également soutenir le ciblage des missiles balistiques anti-navires chinois et, si elles sont suffisamment nombreuses et intégrées, elles pourraient fournir des données de triangulation des cibles en temps réel afin de dresser un tableau solide de la localisation d'une cible pour générer, en fin de compte, une approche de ciblage.
C'est le début d'une nouvelle course aux armements qui prélude à une véritable escalade de la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Au niveau mondial, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, les États-Unis ne sont pas confrontés à un véritable défi militaire pour leur puissance. Toutefois, la puissance militaire brute n'est pas tout, comme l'Irak et l'Afghanistan l'ont si clairement démontré. En outre, en termes régionaux, la Chine, du moins sur le papier, a la puissance de feu nécessaire pour défendre sa propre arrière-cour. Son missile DF-17 serait capable de pénétrer n'importe quel bouclier antimissile que les États-Unis souhaiteraient déployer. Cela constitue en soi un changement dans l'équilibre de la terreur dans la région. Depuis des décennies, les États-Unis disposent de quelque 400 bases militaires dans le Pacifique, qui entourent plus ou moins la Chine. Aujourd'hui, ils commencent à envisager d'intensifier leur stratégie. N'étant plus contraints par le traité FNI, ils prévoient d'équiper leurs marines de missiles de croisière Tomahawk et de développer de nouveaux missiles pour rétablir leur domination dans le Pacifique occidental.
La lutte pour le contrôle des mers autour de la Chine est bel et bien engagée et les îles artificielles que la Chine a construites pour affirmer sa souveraineté sur de plus grandes parties de la mer de Chine méridionale pourraient devenir le prochain théâtre de guerre. Les Chinois peuvent affirmer que tout ce qu'ils font, c'est renforcer leur défense.

1 https://www.defensenews.com/global/asia-pacific/2020/06/01/chinas-missile-and-space-tech-is-creating-a-defensive-bubble-difficult-to-penetrate/.

Ils n'ont (jusqu'à présent) aucun programme de missiles visant le continent américain, bien qu'il en soit maintenant question. Le rapport de Reuters souligne cependant la menace que la Chine ressent du fait de la présence militaire américaine dans la région.

Dans une déclaration à Reuters sur les derniers mouvements des États-Unis, Pékin a exhorté Washington à *«être prudent en paroles et en actes»*, à *«arrêter de déplacer des pièces d'échecs dans la région»* et à *«arrêter de montrer ses muscles militaires autour de la Chine»*.

Un autre facteur sous-jacent important est la prise de conscience par la Chine et les États-Unis qu'ils doivent tous deux intensifier leur production de semi-conducteurs. La Chine tente depuis un certain temps de stimuler la production sans succès notable et les États-Unis ne produisent que 12 % des puces du monde. Taïwan et la Corée du Sud fournissent toutes deux d'énormes quantités et se trouvent donc en pleine «guerre froide technologique». TSMC, la société de fonderie taïwanaise qui fabrique les puces selon d'autres conceptions, a récemment été attirée aux États-Unis pour construire une petite usine en Arizona. L'un des plus gros clients de TSMC est Huawei et l'on pense que cela leur donne une certaine compensation pour avoir coupé au moins une partie des fournitures à Huawei. C'est un domaine à surveiller.

Et si la concurrence technologique fait monter les enchères en Asie de l'Est, la rivalité ne se limite pas au littoral chinois. Elle est mondiale. Alors que la Chine tente de courtiser les membres mécontents de l'UE, comme l'Italie et la Grèce à ses côtés, Pompeo se précipite en Israël pour s'assurer qu'une entreprise chinoise ne remporte pas un contrat important qui est ensuite mis en adjudication. Le gouvernement de coalition israélien n'a pas déçu son trésorier.

Barbarie ou socialisme

Nous entrons dans un nouveau territoire. Nous ne pouvons pas encore connaître l'issue de la récession actuelle provoquée par la pandémie de coronavirus. Ce que nous savons, c'est qu'à travers le monde, les États continueront à absorber des dettes afin de maintenir l'ensemble de la structure capitaliste. Ce qui semble certain, c'est qu'une nouvelle centralisation et consolidation du capital aura lieu. Cela coûtera des emplois et permettra ainsi au système d'intensifier ses attaques contre la classe ouvrière en termes d'exploitation et d'insécurité de l'emploi. Et cela ne suffira toujours pas pour relancer la rentabilité. Cette crise peut conduire à la dépréciation de nombreuses valeurs capitalistes, mais elle ne conduira pas à la *«destruction créative»* décrite par l'économiste autrichien Schumpeter (dans son compliment ambigu à l'analyse de Marx selon laquelle les crises économiques périodiques étaient absolument essentielles à l'accumulation du capital). À l'époque de Marx, ces crises et les cycles d'accumulation qui s'ensuivaient étaient relativement courts, mais dans le monde d'après 1914, la quantité de capital en jeu est si massive que rien de moins que le cataclysme d'une guerre peut détruire suffisamment de capital pour permettre à un nouveau cycle d'accumulation de commencer.

Nous sommes à la fin d'un tel cycle depuis la fin du boom de l'après-guerre dans les années 1970. Et bien que de nombreux commentateurs se grattent aujourd'hui la tête sur la façon dont Trump sape l'ordre mondial en se retirant de tel ou tel traité ou de telle ou telle institution (aujourd'hui l'Organisation mondiale de la santé), les États-Unis sapent en fait depuis 1971 l'ordre mondial qu'ils ont mis en place à Bretton Woods en 1945. L'un des héros de Trump, Nixon, a tout simplement abandonné l'accord selon lequel le dollar était rattaché à l'or, et a inauguré une nouvelle situation qui signifie que les États-Unis n'ont pas à couvrir leurs dollars avec l'or de Fort Knox, mais peuvent les imprimer pour un monde qui se sent obligé de les prendre. Adam Tooze, l'actuel doyen des commentateurs capitalistes, explique comment nous en sommes arrivés là.

«Si notre propre monde a un lieu de naissance historique, ce n'est pas en 1945 mais au début des années 1970 avec l'avènement de la monnaie fiduciaire et des taux de change flottants. La vérité désagréable est que notre monde est né non pas d'une sage convention collective mais du chaos, déclenché par le refus unilatéral de l'Amérique de garantir plus longtemps l'ordre monétaire mondial.»[1]

Pendant près d'un demi-siècle, les États-Unis ont accumulé toutes sortes de déficits en toute impunité et aucune puissance n'a été en mesure de les contester. Aujourd'hui, une nouvelle Chine plus agressive le fait de plus en plus et cette crise du coronavirus a fait monter les enchères. Nombreux sont ceux qui affirment que la crise va conduire à un monde différent, à un capitalisme plus solidaire et plus vert. Tooze, bien qu'il n'ait pas d'analyse matérialiste marxiste, les détrompe :

«La crise est profonde. Il n'est pas surprenant qu'il y ait des appels à une nouvelle conception institutionnelle. Mais nous devons faire attention à ce que nous souhaitons. Si l'on en croit l'histoire, ce nouvel ordre n'émergera pas d'un acte éclairé de leadership collectif. Les idées et le leadership sont importants. Mais penser qu'ils ont trouvé par eux-mêmes l'ordre international, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Ce qui résoudra la tension actuelle, c'est un coup de force d'un nouvel acteur déterminé à faire son chemin. Et la question centrale du moment actuel est de savoir si l'Occident est prêt pour cela. Si ce n'est pas le cas, nous devrions nous accommoder du nouveau désordre.» (ibid.).

Pas de prix pour déterminer qui pourrait être le « nouvel acteur ». Nous nous approchons d'un carrefour historique et il semble que ces derniers mois, le rythme soit de plus en plus rapide. Si la classe ouvrière n'est pas incitée à entreprendre rapidement de nouvelles actions collectives dans le monde entier, alors, comme nous l'avons écrit en mars *«... la solution des solutions serait une "belle" guerre qui détruit tout pour reconstruire, donnant au système capitaliste l'espace économique pour un nouveau cycle d'accumulation»* (TCI, op.cit.).

Ce ne sera pas une guerre régionale comme celles qui ont lieu en Syrie, en Afghanistan, au Yémen, en Libye ou au Sahel, mais une guerre d'envergure mondiale qui entraînera progressivement la destruction d'une grande partie de la planète. Elle serait *«une guerre qui détruirait à peu près tout pour reconstruire, fournissant au système capitaliste une nouvelle marge économique pour un nouveau cycle d'accumulation»*[2] .

Les conséquences sont trop horribles pour être envisagées, mais c'est leur barbarie rampante ou notre potentiel à créer le socialisme qui reste le choix historique. Pour notre part,

1 https://foreignpolicy.com/2019/01/30/everything-you-know-about-global-order-is-wrong/.

2 Prise de position de la TCI pour le 1er mai 2020 : http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-04-29/le-1er-mai-contre-le-virus-du-capitalisme.

nous continuerons à faire valoir au sein de la classe ouvrière du monde entier que la seule guerre qui vaille la peine d'être menée est la guerre des classes pour faire tomber ce système infernal une fois pour toutes.

Jock, 14 juin 2020

La pandémie et l'intensification des tensions impérialistes

Les nouveaux alignements impérialistes en Libye

Aujourd'hui, la mer que les Césars de la Rome antique appelaient Mare Nostrum est redevenue le point focal de l'affrontement entre les puissances impérialistes qui dominent la Méditerranée et celles qui ne peuvent pas la voir de leurs fenêtres. Ils la sillonnent tous à la recherche de ports militaires, du contrôle des routes de navigation et du commerce maritime, ainsi que pour s'assurer une présence militaire entre trois continents (Europe, Afrique et Asie). Enfin, ils cherchent à exploiter les ressources pétrolières libyennes ainsi que celles au large de Chypre.

L'axe de toute la question est, pour le moment, la Libye. Celle-ci est divisée entre le gouvernement de Tripoli - dirigé par le fantoche Fayez el-Sarraj, autrefois soutenu par tout le monde occidental (régenté par les États-Unis et la France), aujourd'hui par la Turquie et le Qatar - et le front de la Cyrénaïque (l'Armée nationale libyenne - ANL), avec le général Haftar comme homme fort, soutenu par une coalition des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite avec le soutien «extérieur» de la Russie. En termes réels, les deux grands prétendants sont la Russie et la Turquie qui, bien qu'alliées dans la gestion du gazoduc stratégique Turkish Stream - qui achemine le gaz russe vers le sud de l'Europe pour approvisionner l'Allemagne, et les intérêts économiques et stratégiques de la Turquie - restent les deux principaux concurrents de cette zone méditerranéenne.

Hormis la récente épreuve de force d'un exercice naval dans les eaux dugolfe de Syrte (début juillet) impliquant les États-Unis, la France et l'Italie, il y a peu de chose à signaler sur le front occidental. Les deux derniers pays (France et Italie) sont les pays européens les plus intéressés par le pétrole libyen, en concurrence féroce entre eux. Cependant, pour le moment, ils n'ont que très peu à faire ; ils se trouvent qu'avec des regrets et des ambitions frustrées. Pendant ce temps, les américains ne font rien de plus que d'agir en tant que perturbateur contre la Russie et réaffirment leur rôle indispensable en Méditerranée. La Turquie est la puissance qui manifeste vraiment sa volonté militaire farouche dans la région méditerranéenne. Son intervention militaire en Libye, à la suite de celle dans la région d'Idlib en Syrie, lui a permis d'assurer le contrôle des zones syriennes adjacentes à sa frontière et de sauver le gouvernement de Tripoli de l'avancée des troupes d'Haftar. Ce faisant, il s'est fait l'interlocuteur principal et le plus menaçant dans les affaires pétrolières libyenne, éliminant de fait les anciennes puissances telles que la France et l'Italie. Cependant, la «campagne» turque en Méditerranée ne se limite pas à ces manœuvres, mais se projette jusqu'aux gisements offshore de l'île de Chypre.

En bref, l'axe turco-qatari (pour autant que le Qatar puisse compter militairement) est en concurrence avec celui formé par l'Égypte et la Russie, avec la participation de l'Iran, de l'Irak et du Hezbollah libanais, de l'Arabie saoudite et des Émirats. Et cela en dépit du fait qu'ils ont tous des objectifs opposés ou contradictoires par ailleurs. (Selon de nombreux observateurs, la scission entre l'Arabie saoudite et les Émirats provient d'un différend féroce sur la perspective de l'exploitation des ressources énergétiques aux frontières d'Oman qui présentent un grand intérêt économique et stratégique). Sur le plan opérationnel, l'Égypte, avec les Émirats et l'Arabie saoudite, soutient les troupes de Khalifa Haftar par des armes et des milices. La Russie et le Hezbollah libanais, alliés de l'Iran, ont commencé à recruter des «civils» syriens pour soutenir le général Tobrouk. Depuis le début de la crise, Moscou a envoyé ses mercenaires (la soi-disant brigade Wagner) en territoire libyen. Pendant ce temps, en Syrie, des centres ont été créés par Assad et Poutine pour recruter et former des miliciens à envoyer en soutien à leur allié libyen contre les tentatives de pénétration turques. Pendant ce temps, la Turquie a déjà envoyé des mercenaires du nord de la Syrie pour soutenir Tripoli et Misrata. Ces unités ont été formées par des milices jihadistes pro-turques de la région syrienne d'Idlib. Ils contiennent des formations d'Al-Qaïda et les restants de l'ex-État islamique, le tout sous la supervision de conseillers militaires turcs.

Si le contrôle du pétrole libyen est primordial, le pétrole chypriote l'est également. Outre la Turquie, les Émirats, la Russie et, enfin et surtout, Israël, sont impliqués. Ce dernier a toujours été à la recherche de l'autonomie énergétique liée au pétrole mais jusqu'à présent ne l'a jamais trouvée. Pour comprendre les tensions, nous rappelons à nos lecteurs une réunion par vidéoconférence convoquée à la mi-mai par Al Sisi avec la participation de la Grèce, de Chypre, de la France et des Émirats, (noter l'absence de l'Arabie saoudite), qui représentait la première structure concrète d'une «sainte alliance » contre la pénétration turque déterminée et dangereuse risquant de bouleverser encore plus la scène libyenne. Dans un communiqué officiel, la nouvelle "sainte alliance " a condamné les explorations turques dans les eaux chypriote comme illégales et provocantes. Elle a ajouté que les nombreuses violations de l'espace aérien grec étaient un acte de guerre implicite contre un pays de l'OTAN, commis délibérément et de manière provocante par des avions de combat turcs.

Tout cela nous amène à réfléchir à deux facteurs dont les conséquences graves sont inextricablement liées. La première est que, dans la période historique que nous traversons dramatiquement, celle de la très profonde crise du «coronavirus» où tout semble être en suspens, les

rivalités impérialistes continuent leur chemin fatal. En fait la profondeur de la crise n'a fait que les accélérer, tant en termes d'affrontements diplomatiques que de guerres. Elles ont augmenté en intensité, dévastant des zones géographiques stratégiques pour les intérêts habituels liés principalement au contrôle et à l'exploitation du pétrole. Est également en jeu le contrôle des routes de commercialisation du pétrole brut à travers le contrôle de bases militaires en Méditerranée et au-delà, depuis Gibraltar au Bosphore, de Suez aux ports de Chypre et de Malte, jusqu'à d'Aden en aboutissant sur la corne de L'Afrique et le détroit d'Ormuz.

Le deuxième facteur important est que toute la population de la région est victime de ces manœuvres impérialistes, sous la forme de centaines de milliers de civils morts et blessés, de millions de réfugiés survivant dans de véritables camps de concentration, subissant une dégradation humaine humiliante. Cette barbarie qui progresse, est tout ce que le capitalisme en crise profonde peut offrir. Il fait de la vie quotidienne une tragédie. C'est à ce quotidien que les communistes ont le devoir de s'opposer, en s'organisant pour organiser l'alternative à une société qui n'a plus rien à offrir, si ce n'est l'intensification des guerres, l'appauvrissement progressif de populations entières et l'exploitation toujours plus intense. de la classe ouvrière, conçue par le système capitaliste pour «alimenter les profits» en temps de paix et procurer de la «chair à canon» en temps de guerre.

FD, 12 juillet 2020

La catastrophe du Liban: le symbole macabre du capitalisme moderne

Il y a maintenant «l'état d'urgence» à Beyrouth. Non, pas pour faire face à l'explosion dévastatrice de son port qui a fait 200 morts ou disparus, plus de 6 000 blessés et 300 000 sans-abri. Mais l'«état d'urgence» vise à protéger l'élite politique et économique de la colère de la population libanaise déjà à genoux avant l'explosion du 4 août.

À quel point l'État libanais est-il pourri?

Même avant la Covid-19 et l'explosion, un tiers des Libanais étaient sans emploi et la moitié vivaient en dessous du seuil de pauvreté. La lire libanaise (que la banque centrale a officiellement indexée sur le dollar en 1993) a perdu 80% de sa valeur sur le marché noir depuis octobre dernier[1] lorsque des manifestations ont éclaté contre la corruption et le copinage du système. Les prix des produits de base ont triplé au cours de l'année, jusqu'en juin[2], La vie s'est depuis détériorée pour la population. Avec une inflation de 56% par mois, les très pauvres peuvent difficilement se permettre une miche de pain alors que la petite bourgeoisie et certains dans nombres secteurs perdent leurs emplois et leurs maisons. Alors que le Liban importe la grande majorité de ses besoins alimentaires (six semaines de son approvisionnement en céréales avaient été stockées dans les silos du port maintenant détruits), le prix des denrées alimentaires vont atteindre des niveaux astronomiques. Les plus pauvres (et en particulier les 1 à 2 millions de migrants syriens et palestiniens) sont menacés de famine.

La seule vraie surprise fut peut-être que les manifestations d'octobre 2019 n'aient pas eu lieu plus tôt. Le Liban est troisième pays dans le classement mondial en ce qui concerne le ratio dette / PIB, mais on peut se faire une idée de la rapacité de sa classe dirigeante du fait qu'elle est également numéro 4 sur la liste des milliardaires par habitant de la planète. Les 1% les plus riches de la population représentent 25% du PIB du pays[3].

Comme à l'encontre de l'élite dirigeante, beaucoup de colère est également dirigée contre le système bancaire qui la favorise. Liban et banque étaient autrefois considérés comme synonymes. Cela a été particulièrement le cas au cours du boom capitaliste de l'après-guerre des années 1950, où ses taux d'intérêt généreux et ses réglementations bancaires très laxistes le rendait attractif pour quiconque détenait une quantité croissante de pétrodollars arabes, ou pour ceux bénéficiant du flux d'argent de la riche diaspora libanaise en Occident. Autrefois présenté comme la «Suisse du Moyen-Orient», son secteur bancaire était considéré comme l'un des rares succès dans un État en proie, à la fois à la guerre civile interne, et à l'ingérence impérialiste externe.

La banque centrale libanaise, la Banque du Liban (BDL), a même réussi à sortir relativement indemne de l'éclatement de la bulle spéculative mondiale en 2007-2008. Son gouverneur depuis 1997, Riad Salame, a acquis la réputation de sorcier financier en conseillant aux investisseurs d'investir dans sa banque plutôt que dans le système financier mondial «douteux». En maintenant l'ancrage du dollar et en offrant des taux d'intérêt honteusement élevés (14%), il a continué à bénéficier de la confiance des expatriés libanais et de nombreux autres investisseurs. La seule chose que la Banque n'a pas fait, a été d'accorder des prêts aux entrepreneurs libanais pour créer des industries viables, de sorte que le Liban importe 80% de tout ce dont il a besoin. Cela signifiait également que les recettes fiscales étaient faibles, dès lors un déficit budgétaire en suivait un autre. La Banque a couvert ces déficits gouvernementaux croissants en imprimant des livres libanaises. Le résultat a été que le taux officiel de la monnaie locale par rapport au dollar est devenu une fiction

1 Lina Mounzer dans The Economist

2 Chloe Cornish «La menace de la faim s'ajoute au fardeau de la flambée des prix alimentaires au Liban» Financial Times 10 août 2020

3 forbes.com :https://www.forbes.com/sites/tatianakoffman/2020/07/09/lebanons-currency-crisis-paves-the-way-to-a-new-future/

et un marché noir en dollars s'est développé. L'«ingénierie financière» de Salame comme on l'appelait n'était qu'une vaste «pyramide» de Ponzi. L'escroquerie provenait du fait d'utiliser les nouveaux dépôts pour payer les intérêts de ses dettes et les promesses antérieures.

Au début de 2019, lorsque la dette est devenue si importante que les revenus ne couvraient plus le paiement des intérêts, tout le système a commencé à se désagréger. Salame a essayé de le déguiser mais lorsqu'il a émis un ordre exigeant que tous les bureaux de transfert d'argent, tels que Western Union et MoneyGram, ne payent qu'en livres libanaises et non en dollars, même lorsque les transferts étaient spécifiquement libellés en dollars, la mèche était vendue. Les Libanais ont eu plus de mal à obtenir leur argent, surtout s'ils voulaient des dollars non dépréciés (qui étaient d'abord limités à 300 dollars par jour, puis à 50 dollars et seulement si l'on faisait la queue pendant des heures. Les guichets automatiques ne pouvaient distribuer des dollars (et bientôt ils sont devenus la cible du vandalisme) et finalement aucun dollar n'a pu être obtenu auprès des banques. La révolte d'octobre a commencé lorsque le gouvernement a tenté de taxer les appels sur Whatsapp [1], mais derrière tout cela se cachait une prise de conscience par la population qu'elle avait été escroquée pendant trop longtemps. La Banque du Liban (BDL) avait déjà dépensé des milliards dans sa tentative infructueuse de maintenir son ancrage officiel au dollar et n'a finalement plus pu couvrir les déficits budgétaires du gouvernement. Le 9 mars, le gouvernement libanais a fait défaut pour le remboursement de sa dette extérieure, et cela, pour la première fois de son histoire.

Mais la BDL n'est pas le seul échec institutionnel de l'État libanais. La politique du clientélisme a permis aux différents groupements religieux de mettre la main sur diverses «vaches à lait» de l'État. Le secteur de l'électricité, par exemple, est géré par le Mouvement patriotique libre, qui est le parti politique du président Michel Aoun (son gendre a été nommé ministre de l'Énergie lorsqu'il a mis la main dessus). C'est une pagaille, sans investissement et avec de fréquentes coupures de courant. Et le plus gros de l'affaire, puisque l'électricité ne fonctionne pas, la population est obligé de posséder des générateurs personnels pour remplacer les défaillances de l'État ; mais il est obligatoire de posséder aussi un contrat avec la compagnie électrique qui bien souvent ne sert qu'à soutirer de l'argent à la population.

Ce n'est qu'un exemple du fossé qui s'est creusé entre les factions au pouvoir et l'ensemble de la population, qui est devenu encore plus évident après la catastrophe du port. Les rues sont jonchées de verre sur des kilomètres carrés de la capitale, mais le gouvernement n'a rien fait pour venir en aide. Chaque jour, des volontaires (pour la plupart des jeunes, les mêmes personnes qui ont aidé les blessés l'après-midi de l'explosion) descendent dans la zone autour du vieux port et avec des balais et tout ce qu'ils peuvent obtenir, pour nettoyer les verres brisés (alors que des appartements au-dessus d'eux dégringolent). Les mêmes volontaires distribuent de l'eau et des manakish (pains plats) Par contre:

«Il n'y a aucune aide de l'État. Des hommes armés de fusils gardent toujours les administrations: le parlement, la banque centrale, la compagnie d'électricité tant détestée qui sont tous barricadés derrière des murs anti-déflagrations et des barbelés. Les soldats et la police dirigent le trafic. De temps en temps, ils s'arrêtent pour fumer et regardent les bénévoles travailler. Mis à part quelques équipes de défense civile épuisées, qui ont perdu dix de leurs collègues dans l'incendie du port, le gouvernement libanais a laissé son peuple se débrouiller seul.» [2]

L'insouciance de l'État n'a d'égal que le mépris que la population toutes classes confondues ressent pour lui. Le 8 août, les manifestations avaient repris. Les manifestants étaient plus amers et décidés qu'auparavant, ils savaient clairement qui étaient les coupables.

«Au milieu de la place des Martyrs, des potences symboliques ont été accrochées pour tenir les responsables justifiables de l'explosion du port et de la corruption endémique au Liban. Des photos du président Michel Aoun, du président du parlement Nabih Berri, du Premier ministre Hassan Diab, de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah et du président du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt, entre autres personnalités politiques, ont été suspendus aux cordes.» [3]

Les pendus en effigie étaient les chefs des différentes factions de l'élite kleptocrate qui dirigent le Liban depuis l'indépendance. Leur rivalité a explosé au cours de la guerre civile dans le passé (notamment (1975-90) mais quand il s'agit de magouiller contre la population, ils sont unis par la peur de ce qui pourrait arriver. Il n'est donc pas surprenant que la violence, comme toujours, ait été initiée par les défenseurs de l'ordre ancien. L'armée attendait sur la place et, dès l'arrivée des manifestants, des salves de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène les a accueillis. Malgré les dommages causés aux hôpitaux de Beyrouth, étaient déjà submergés 238 autres blessés ont été pris en charge. Plusieurs ont perdu les yeux à cause des balles en caoutchouc tirées à bout portant (la plupart ont été soignés dans des postes de secours de fortune). Cette brutalité n'a fait qu'embraser la foule.

«Plusieurs manifestants sont entrés par effraction dans le bâtiment du ministère des Affaires étrangères dans le quartier d'Achrafieh, y compris des officiers et des militaires, et ils ont brandi des banderoles sur lesquelles était écrit «Beyrouth, ville de la révolution» et «Beyrouth désarmé» et ont proclamé le ministère comme leur quartier général, ne causant aucun dommage ni au bâtiment ni à la propriété. Mais l'armée les a expulsés par la force. Les manifestants ont également occupé les bâtiments du ministère de l'Économie, du ministère de l'Environnement et de l'Association des banques du centre-ville de Beyrouth, ainsi que du ministère de l'Énergie dans le quartier de la Corniche el-Nahr.» [4]

1 Voir leftcom.org

2 Greg Calstrom dans The Economist

3 Hanan Hamdan sur al-monitor.com

4 Hanan Hamdan loc cit

Le même rapport indique que 20 personnes ont été arrêtées ce jour-là. Le Premier ministre, Hassan Diab (installé principalement à la demande du Hezbollah après la démission de Saad al-Hariri lors des manifestations de 2019) a non seulement démissionné, mais aussi une «bande» de députés et plusieurs ministres. Tous manœuvrent pour essayer de surfer au sommet de cette vague actuelle de troubles. Diab, après avoir démissionné, a déclaré qu'il resterait pendant deux mois en tant que gardien jusqu'à de nouvelles élections, admettant ce que le monde entier savait déjà que :

«Le pays subit les conséquences d'une énorme catastrophe qui a eu un impact dévastateur. La catastrophe du port de Beyrouth est le résultat d'une corruption profonde et d'une mauvaise gestion depuis plusieurs années.»[1]

L'élite dirigeante libanaise est essentiellement la même que n'importe quelle autre classe capitaliste dirigeante ailleurs en termes de fonctionnement de l'État dans le but de remplir ses propres poches. Chacun des principaux groupes religieux est fondamentalement un État au sein de l'État, et les familles dirigeantes de chacun des clans contrôlent fondamentalement leurs fiefs par le biais d'un système de favoritisme clientéliste. C'est la charte de la corruption que chaque seigneur de la guerre et homme politique applique pour fidéliser ses partisans. Lorsque la première vague de manifestations a commencé en octobre dernier, Maha Yahya, directrice du Carnegie Middle East Center de Beyrouth a déclaré au ***Financial Times*** :

«Vous avez essentiellement des chefs de guerre de sectes [ou] de milice qui ont divisé l'économie entre eux dans une certaine mesure, a-t-elle dit. Des études ont montré que les entreprises politiquement connectées aux caciques du Liban font beaucoup mieux que celles qui n'ont pas de tels liens, a ajouté Mme Yahya. «En ce qui concerne l'accès à des emplois du secteur public, si vous n'accédez pas par l'intermédiaire du chef politique de votre secte, vos chances sont quasi nulles, et peu importe qu'il s'agisse d'un travail subalterne.» [2]

Les vautours impérialistes continuent assiéger l'État défaillant

Ce qui les distingue, c'est l'étonnant cadre constitutionnel qui leur a permis d'aller aussi loin. Il y a deux facteurs principaux au problème. L'un est le fait que le Liban a longtemps eu un intérêt pour diverses puissances impérialistes en tant que porte d'entrée vers les richesses pétrolières du Levant[3] et du Moyen-Orient au sens large. Comme beaucoup d'autres États postcoloniaux, ses frontières ont été fixées par les rivalités impérialistes dans le Traité de Sèvres (qui a remis le territoire à la France en tant que «mandat de la Société des Nations»). Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la France, sous occupation allemande, a été forcée par les Britanniques (dont les militaires se trouvait sur place) d'accorder l'«indépendance» du Liban ; elle fut effective en 1943.

Le système qui a été mis en place était basé sur un accord de partage du pouvoir prévu par les Français avant même qu'ils ne prennent officiellement le contrôle du territoire en 1919 (qui a été étendu bien au-delà de l'ancien moutassarifat – gouvernorat – ottoman du Mont-Liban[4]) Quand le Liban est né en 1943, son territoire se composait de 18 sectes religieuses différentes et reconnues. Le partage du pouvoir entre les principales religions reposait sur un accord national informel. Cela prévoyait que le président de la république était chrétien, le premier ministre un musulman sunnite et le président du Parlement un musulman chiite tandis que le chef d'état-major était réservé à un Druze (bien que dans la pratique cette dernière condition ait rapidement disparue) [5], Les 14 autres minorités religieuses reconnues au Liban n'étaient pas formellement représentées. Dans le boom capitaliste d'après-guerre, le Liban a semblé être le bastion du progrès au Moyen-Orient.

Dans la pratique, l'accord national libanais a toujours été difficile et a été souvent miné par les événements qui se déroulaient dans les pays autour du Liban. Le premier d'entre eux a été la montée du nationalisme pan-arabe, en particulier dans l'Égypte de Nasser. Lorsque l'Égypte et le voisin du Liban, la Syrie, ont rejoint la République arabe unie en 1957, les musulmans arabes et les Druzes ont voulu que le Liban les rejoigne. Les chrétiens maronites s'y sont opposés ; la première guerre civile libanaise a éclaté. Cette guerre a amené les marines américains sur les plages du Liban alors qu'ils intervenaient au nom de leurs alliés chrétiens.

Cependant, cela s'est avéré être un épisode mineur par rapport à la guerre civile qui a duré de 1975 à 1990. Cette fois, le problème extérieur était le conflit Palestine / Israël. La création de l'État d'Israël a conduit à une guerre contre les États arabes en 1948. Le Liban n'y a pas participé militairement mais a accueilli 100 000 réfugiés palestiniens. 300000 autres ont été emmenés lorsque l'Organisation de libération de la Palestine a été expulsée de Jordanie après les combats de «septembre noir» en 1971. Cela a fait du Liban un champ de bataille entre Israël et ses militants chrétiens d'une part et l'OLP de l'autre qui a obtenu le soutien de groupes musulmans du pays. Le Liban a été envahi à plusieurs reprises par Israël, la Syrie, les États-Unis et la France. Les différentes puissances impérialistes n'ont agi que pour aider l'un ou l'autre des «groupes confessionnels» locaux, aggravant ainsi le conflit. Durant la longue guerre civile en 1990, 120 000 Libanais ont été tués mais l'intervention impérialiste ne s'est pas arrêtée là. Avec le retrait des États-Unis et de leurs alliés (qui ont été remplacés en tant que «soldats de la paix» par les forces de l'Unifil des Nations Unies), la Syrie est devenue la force dominante du pays jusqu'en 2005, date à laquelle la

1 Cité sur al-monitor.com

2 Financial Times 20 octobre 2019

3 Le Levant est l'ancien nom que les Européens ont donné à la région de l'Empire ottoman qui s'étendait de la Syrie actuelle au Liban et à la Palestine jusqu'à la Jordanie et l'Irak. Nous continuons à utiliser la désignation de «Moyen-Orient» malgré ses origines impérialistes (et son illogisme - du moins la désignation de l'impérialisme français comme «Proche-Orient» a une certaine logique en géographie.

4 Le nom «Liban» est dérivé d'un mot phénicien signifiant «blanc laiteux» qui, selon certains, est dû à ses sommets enneigés pendant la moitié de l'année, mais comme le mont Liban est principalement composé de calcaire, cela peut être la raison de ce nom.

5 Les grandes lignes de cet accord ont été réitérées dans l'accord de Taif qui a mis fin à la longue guerre civile de 1975-90.

«révolution du cèdre» a forcé son retrait. Le principal gagnant était l'Iran avec la montée en puissance du Hezbollah.

Le Hezbollah («le parti de Dieu») a été formé par des mollahs formés en Iran au début des années 80. Il est désormais la principale organisation politique et militaire des musulmans chiites au Liban (succédant à leur alliée Amal dans les années 1990). Il a commencé comme une organisation spécialisée dans les attentats suicides. Le plus dramatique d'entre eux a été le bombardement en 1983 de la base de Beyrouth de la Force multinationale américaine (qui comprenait également des troupes françaises, italiennes et britanniques). L'attentat a tué 241 militaires américains et 58 militaires français, ce qui a conduit au retrait de la force. Le Hezbollah a reçu des centaines de milliers de dollars d'aide militaire de la Syrie et de l'Iran et, en 2006, a combattu Israël dans la «guerre de juillet». Bien que ses pertes aient été dix fois supérieures à celles des Forces de défense israéliennes, le résultat a été une impasse suffisante pour qu'il revendique une victoire de propagande. Cela a accru son soutien non seulement parmi les musulmans chiites, mais aussi dans d'autres secteurs de la population au Liban. En fin de compte, cela lui a donné environ un tiers des sièges au Gouvernement, ce qui signifie que rien ne peut être convenu sans son accord.

Aujourd'hui, cette domination les dévore. Ils ne sont pas seulement tenus responsables par beaucoup du million et demi de réfugiés syriens qui ont fui la guerre chez eux, mais aussi de la corruption du système. Le Hezbollah, avec son allié chrétien, le Président général Michel Aoun, a donc été le plus fermement opposé à tout changement de la structure politique du Liban ou à de nouvelles élections. Lorsque les manifestants sont descendus dans la rue en octobre dernier, ce sont les partisans du Hezbollah qui les ont finalement attaqués. Alors que les dirigeants des chrétiens maronites et des musulmans sunnites tentent maintenant de gagner le soutien populaire en démissionnant de leurs sièges parlementaires et gouvernementaux, on craint qu'une nouvelle guerre civile ne se profile. Si cela se produisait, ce serait encore une autre guerre impérialiste par procuration du type de celle qui a caractérisé le capitalisme moderne depuis 1945 et à laquelle le Liban n'est pas étranger.

C'est déjà le jeu. L'Iran et la Russie ont déjà envoyé des hôpitaux de campagne pour remplacer ceux qui ont été endommagés dans l'explosion et le ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif, lors d'une visite au Liban, a les comparé aux navires de guerre que la France et la Grande-Bretagne ont déployés à des fins supposées humanitaires.

Le président français Macron est arrivé au Liban avant Zarif. Il a précisé que si une aide humanitaire immédiate est offerte, le type de sauvetage dont le Liban a vraiment besoin ne viendra qu'«avec des réformes». Macron, qui aurait été conspué s'il essayait de se balader parmi la foule en France, a été accueilli par beaucoup en héros. Une pétition en ligne appelant la France à rétablir son mandat sur le pays a recueilli 66 000 signatures en quelques heures. Les «réformes» qu'il a en tête sont avant tout le désarmement de la milice du Hezbollah et la dissolution de l'alliance Hezbollahh-Aoun qui régit fondamentalement le statu quo actuel au Liban. Ce serait une agréable musique aux oreilles des États-Unis et d'Israël, car cela affaiblirait la portée impérialiste de l'Iran. La France a cependant ses propres raisons de vouloir le soutien des États-Unis et d'Israël au Liban. Malgré le fait que l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale soit en feu depuis des décennies, un autre match se joue maintenant en Méditerranée et en Libye[1], La France s'est alignée avec la Grèce et Chypre contre la Turquie dans la lutte pour le contrôle des gisements de gaz encore inexploités de la Méditerranée orientale. Cette politique anti-turque pourrait expliquer pourquoi la France a également invité l'Iran à toutes les discussions sur l'avenir du Liban. Le sort du Liban (comme tout autre État où les forces impérialistes sont en jeu) ne sera pas décidé uniquement à Beyrouth.

Il est également trop tôt pour dire clairement quelles seront les conséquences de la crise sociale et économique persistante au Liban. Le fait qu'il s'agisse d'un exemple encore des plus destructeurs endroits où la crise capitaliste mondiale entraîne l'humanité ne peut être nié. Plus la situation économique est désespérée, plus les solutions invoquées par l'ordre impérialiste mondial deviennent violentes. Les commentateurs occidentaux sont désinvoltes dans leur hypothèse que la «révolution» au Liban verra une réduction du pouvoir du Hezbollah, mandataire de l'Iran, qui a actuellement le plus d'influence à l'intérieur du pays. Mais le Hezbollah n'est pas seulement une milice puissante - il a un réseau social étendu qui garantit un minimum de sécurité pour ses adeptes chiites. Il est le mieux à même de maintenir sa communauté unis que la plupart des autres factions.

Mais qu'en est-il du mouvement de protestation lui-même? Le seul facteur que nous n'avons pas mentionné est celui de la classe, et pour une bonne raison. On a dit que le mouvement d'octobre dernier unissait tous les Libanais contre toutes les factions. Vêtus du drapeau de la nation, ces populations majoritairement petites-bourgeoises et des cols-blancs ont posé la question, mais après tout ce qui s'est passé, ils ne peuvent que demander. Ils n'ont pas de réponse. De nombreux travailleurs participent encore aux manifestations contre le régime mais, poussés par la faim et le besoin, uniquement à titre individuel. Il n'y a pas encore d'organisation qui leur donne une voix politique collective.

Le Liban a besoin de plus qu'un changement de ses règles de gouvernance. Si la «révolution» (un slogan vu de plus en plus souvent) veut dire quelque chose, elle doit être internationale, et il doit s'agir de créer un nouveau mode de production qui détruit le pouvoir de l'ancien ordre. Le fait que la classe ouvrière libanaise soit piégée par ces mini-nationalismes confessionnels signifie qu'il lui est objectivement encore plus difficile de créer sa propre force

1 L'arc de guerre impérialiste et de dévastation s'étend désormais de la Libye à travers la Méditerranée où la France, l'Égypte, Israël, Chypre et la Grèce affrontent la Turquie d'Erdogan pour l'exploitation des champs gaziers offshore, en passant par la Syrie, l'Irak et l'Iran jusqu'aux confins de l'Inde avec le Pakistan et la Chine. Cela ne tient même pas compte du conflit qui frémit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ou la guerre et la catastrophe humanitaire en cours au Yémen. Une confrontation similaire en Méditerranée orientale entre la Turquie et le Qatar contre l'Égypte, la France, la Russie et les Émirats arabes unis peut également être observée dans la «guerre civile» en Libye.

politique indépendante et de proposer une véritable alternative. Ce sera encore plus difficile si l'aide humanitaire est distribuée via le système clientéliste existant, comme cela semble déjà se produire. Le Liban est une métaphore parfaite de la pyramide défaillante de Ponzi qu'est devenu le capitalisme mondial moderne. Ce capitalisme ne peut être détruit dans un seul pays. Seul un mouvement de masse des travailleurs du monde peut ouvrir la porte à la délivrance de la classe ouvrière partout et pas seulement au Liban. Compte tenu du rythme de développement de la crise capitaliste, cela pourrait arriver plus tôt qu'il ne semble possible maintenant ...

Jock, 18 août 2020

La contribution révolutionnaire de Paul Mattick

Examen du marxisme dans un siècle perdu : une biographie de Paul Mattick *par Garry Roth (Haymarket Books / Historical Materialism Series).*

Résumé du livre

Cette biographie de Paul Mattick, publiée en 2015, se décrit en quatrième de couverture comme une histoire de la «gauche radicale» au XXe siècle, un siècle qu'elle considère comme perdu pour le marxisme.

Bien qu'il répertorie avec précision les expériences de Mattick tout au long des bouleversements révolutionnaires allemands qui ont suivi la Première Guerre mondiale, le contexte général de ces événements n'est pas exploré et, de même, le travail théorique ultérieur de Mattick n'est pas souligné. Il s'agit d'une omission délibérée. Garry Roth nous conseille de lire les propres publications de Mattick pour approfondir ces questions. Cela nuit au livre et rend certains développements de sa vie moins faciles à comprendre. Ce n'est pas, pour cette raison, une histoire de la «gauche radicale» qui nous est promise. Roth se concentre sur 3 thèmes principales, la première étant le statut de Mattick en tant que théoricien et ouvrier autodidacte. Il a quitté l'école puis apprenti à l'âge de 14 ans. La seconde traite de ses difficultés à faire publier son travail, l'exemple le plus flagrant en étant son livre ***Marx et Keynes*** qu'il a achevé en 1953 mais auquel aucun éditeur ne s'intéressera avant les bouleversements de la fin des années 60. Il a finalement été publié en 1969! Le troisième thème porte sur ses contacts avec des personnalités révolutionnaires des années 1920 en Allemagne et ailleurs en Europe et ses tentatives ultérieures de collaborer avec beaucoup d'entre elles lorsqu'elles arrivent en exil aux États-Unis. Une multitude de détails est réunie sur son interaction avec ces militants, y compris des citations de ses lettres, ce qui est intéressant et non disponible par ailleurs.

Durant la plupart de sa vie, Mattick a nagé à contre-courant de la politique. Le fait qu'il ait soutenu l'idée que la Russie était capitaliste d'État, qu'il considérait le capitalisme sous toutes ses formes comme historiquement condamné, et qu'il l'ait dit si clairement dans ses écrits, explique l'énorme difficulté qu'il a rencontré à faire publier son travail. Ce n'est qu'à la fin des années 1960, lorsque le cycle d'accumulation capitaliste a commencé à s'effondrer, que son travail a trouvé des éditeurs et un lectorat plus large.

Mattick était un analyste clair et prévoyant du capitalisme. Alors que le boom d'après-guerre battait son plein, Mattick montra que cela était basé sur la destruction et la dévaluation du capital qui ont eu lieu pendant la guerre. Il a torpillé la théorie keynésienne selon laquelle l'intervention de l'État avait résolu la tendance à la crise du capitalisme qui, selon lui, resurgirait après la période de reconstruction comme cela s'est produit. Aujourd'hui, alors que la crise du capitalisme s'aggrave, pour précisément les raisons exposées par Mattick, ses œuvres restent pertinentes. Par contre, les batailles qu'il a menées n'ont pas été gagnées. Les théoriciens qu'il a ridiculisés pour avoir imaginé que le capitalisme a résolu sa tendance à la crise, comme Sweezy, Baran, Marcuse et d'autres ont aujourd'hui leurs adeptes, comme l'école : ***«Monthly Review»***[1] et des théoriciens marxistes universitaires comme David Harvey[2] qui sont influents et largement lus.

Résumé de sa vie

Alors que le livre donne un compte rendu complet de la vie de Mattick pour ceux qui préfèrent une lecture rapide, nous fournissons un bref résumé de ses événements clés.

Mattick a eu un début de vie difficile. Ses deux parents, peu alphabétisés, faisaient partie de l'émigration massive de la campagne vers Berlin au début du XXe siècle. Ils vivaient dans un appartement de 2 pièces à Berlin ; son père travaillait chez Siemens, 10 heures par jour, 7 jours par semaine, et sa mère était blanchisseuse.

La scolarité formelle de Mattick a pris fin en 1918 alors qu'il avait 14 ans ; il est devenu apprenti chez Siemens; il effectuait 10 heures par jour 6 jours par semaine. Son père avait adhéré à un syndicat socialiste et avait encouragé son fils Paul à rejoindre le groupe de jeunes sociaux-démocrates. En 1918, l'État allemand s'est effondré à la suite de la mutinerie de Kiel et Mattick est jeté dans le maelström de la révolution. Les employés quittent naturellement leur travail pour assister à des manifestations et à des réunions. Mattick est élu représentant des apprentis au conseil des travailleurs et commence à rédiger et à distribuer un journal de jeunesse ***Junge Garde*** (Jeune garde). Son groupe de jeunes se range du côté de la section anti-parlementaire et antisyndicale du Parti communiste allemand (KPD) lorsqu'ils sont expulsés du KPD en octobre 1919.

Lorsque le Parti communiste des travailleurs (KAPD) est formé après l'effondrement du putsch de Kapp, Mattick et son groupe de jeunes le rejoignent en masse. À ce stade, il

1 Cf. : https://monthlyreview.org

2 David W. Harvey (né le 31 octobre 1935) géographe et économiste marxiste britannique, professeur émérite d'anthropologie et de géographie au Graduate Center de la City University of New York (CUNY), précédemment à la London School of Economics. Il a obtenu son doctorat en géographie de l'Université de Cambridge en 1961. Harvey a écrit de nombreux livres et essais qui ont joué un rôle important dans le développement de la géographie moderne en tant que discipline.

n'avait que 16 ans! Il commence alors à écrire pour le journal de jeunesse KAPD ***Rote Jugend*** (Jeunesse rouge). Son apprentissage chez Siemens prend fin lorsqu'il est surpris en train d'exproprier (voler) l'entreprise pour financer le journal de jeunesse. Il doit fuir Berlin pour éviter une peine de prison. Pendant la période révolutionnaire, il prend d'énormes risques, en tentant de voler des armes pendant le putsch de Kapp qui a abouti à être battu et laissé sans connaissance par la police. Entrer par effraction dans les usines pour tenter de mettre les travailleurs en grève lors de l'action de mars 1921, prévoyant de faire sortir le chef du KAPD emprisonné Jan Appel de sa détention, et enterrer des armes pour le groupe armé «Les Centurie prolétariennes».

Il déménage en Allemagne pour faire des petits boulots et rejoint l'Union générale des travailleurs (AAUD) où il devient délégué syndical. Il est arrêté à Cologne puis retourne à Berlin. Là, un ami dont il avait sauvé la vie lors du putsch de Kapp lui fait découvrir un autre monde. La mère de cet ami était critique littéraire et encourage Mattick à lire plus largement et à améliorer son écriture en isolant les problèmes et les thèmes mais encore à écrire de manière créative. Il commence à écrire pour le journal du KAPD le ***Kommunistische Arbeiter Zeitung (KAZ)*** et le journal de l'AAUD ***Kampfruf***. Mattick dirige une librairie à Cologne qui consiste à obtenir des livres des éditeurs sur compte et à les vendre sans jamais payer ces derniers. Cela le met en contact avec le poète expressionniste Rheiner et sa talentueuse épouse Frieda, également plongés dans la scène artistique radicale de Cologne. Beaucoup d'artistes d'avant-

Rheiner est mort en 1925, laissant sa femme Frieda avec la prise en charge de ses deux enfants. Pour l'éviter, Mattick épouse Frieda, mais cela met fin à sa vie révolutionnaire itinérante. Il a maintenant une famille à soutenir, ce qui précipite son déménagement aux États-Unis en 1926. Après un premier travail dans la fabrication de cartons de lait, il déménage à Chicago pour travailler comme mécanicien chez Western Electric où il travaille jusqu'à son licenciement en 1931. Mattick ne pouvait pas parler Anglais correctement, mais ce n'est pas un problème immédiat en raison du nombre massif d'immigrants allemands à Chicago et à New York[2]. Il continue à écrire pour les journaux allemands ***KAZ*** et ***Kampfruf*** en Allemagne et a relancé ensuite un ancien journal allemand de Chicago, ***Chicagoer Arbeiter Zeitung (CAZ)*** qui lui permet d'écrire en allemand. Il a également publié des travaux dans un hebdomadaire allemand ***Der Freidenker*** produit par la «ligue de la libre pensée» américaine. Cette revue a eu une diffusion limitée mais a continué à publier ses travaux tout au long des années 30. Mattick ne commence à écrire en anglais qu'en 1933.

De façon militante, Mattick rejoint les luttes des chômeurs du début des années 30 qui, à Chicago, sont très inventives dans leurs tactiques. Elles sont bien décrites dans le livre. Il est toutefois intéressant de noter que le mouvement fut vidé par le New Deal de Roosevelt qui a mis en œuvre de nombreuses revendications des organisations de chômeurs. L'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne a un impact sur la scène radicale aux États-Unis, car beaucoup de radicaux de gauche et de communistes de gauche bien connus qui ont été chassés se retrouvent aux États-Unis ou au Mexique[3]. Beaucoup d'autres ont également fini dans les camps de concentration ; les publications communistes ont été fermés. En 1933 uniquement, 60 000 personnes ont fui l'Allemagne. Grossman et Korsch[4] se sont retrouvés à New York et en 1935 l'école de Francfort elle-même a déménagé à New York.

Après son licenciement en 1931, Mattick tente de gagner de l'argent grâce à son écriture, cependant, son isolement politique est illustré par l'échec de ses tentatives. Il a contacté la Fondation Guggenheim et l'école de Francfort pour obtenir des bourses pour produire des livres à plusieurs reprises, mais les deux institutions ont refusé. Grossman et Korsch ont tous deux reçu des allocations de l'école de Francfort ; ils ont soutenu la proposition de Mattick, mais l'école a refusé non seulement l'allocation mais encore a également refusé de publier quoi que ce soit de Mattick ou même d'examiner son travail. L'école était apparemment extrêmement lâche après son installation à New York. Ses publications se sont abstenues de diffuser quoi que ce soit utilisant les mots marxisme ou communisme[5]. Elle finit par écarter à la fois Grossman et Korsch.

Mattick participe à la fondation du United Workers' Party. En 1934, il lance sa revue ***International Council Correspondence (ICC)***. Elle se situe à un niveau théorique élevé avec les contributions de Canne Meijer[6], un

1 Otto Rühle un des fondateurs de l'AAUE. Beaucoup de ses textes ont été publiés dans la revue d'avant-garde Die Aktion. Mattick lui-même a publié un compte rendu fictif de la bolchevisation du KPD allemand dans ce journal.

2 Il y avait un demi-million de locuteurs allemands à Chicago à cette époque.

3 Otto Rühle s'est exilé au Mexique mais a continué à fournir des travaux à Mattick pour publication.

4 Korsch était l'auteur de ***Marxisme et philosophie***. Il a fui en Angleterre après l'arrivée au pouvoir des nazis, mais a été expulsé d'abord vers Suède puis aux États-Unis.

5 L'école était inquiète de leur statut d'émigré, de leur marxisme et de leur judéité. Par exemple. Theodor Wiesengrund a changé son nom en Theodor Adorno.

6 Canne Meijer a contribué à la création de la version néerlandaise du KAPD : le KAPN. Initialement mécanicien, il est ensuite devenu instituteur.

conseilliste néerlandais derrière la publication néerlandaise ***Ratekorrespondenz***, Korsch, Pannekoek et d'autres. Le manque d'argent signifiait qu'il s'agit d'une publication dupliquée qui ne pouvait jamais produire plus de 1 000 exemplaires. En 1937, Korsch, qui venait d'arriver aux États-Unis, joue un rôle actif au sein de ***ICC*** ; son énergie et ses relations font la différence. L'année suivante, son nom change pour ***Living Marxism*** et devient un magazine imprimé. ***ICC*** et ***Living Marxism*** sont devenus les principaux moyens d'expression de Mattick en anglais dans les années 30.

Mattick n'a presque rien gagné par son écriture jusqu'à la fin des années 60. Dans les années 30, il a survécu grâce aux secours et aux revenus de Frieda. Toutefois en 1939, il se sépare de Frieda. Il est contraint de retourner travailler. Il travaille d'abord dans une librairie, puis il retourne en usine en 1942. Il rejoint alors une émigrée allemande Ilse Hamm qui a travaillé à la fuite d'enfants juifs hors d'Allemagne avant de s'enfuir elle-même en 1938. Leur fils Paul Mattick Jr est né en 1944. La guerre a vu ses publications réduire considérablement leur diffusion. Les années 50 avec la reconstruction du capitalisme et le boom d'après-guerre, rendent encore plus difficile pour Mattick ses publication. Comme il l'a commenté, *«être contre le statu quo à l'Est et à l'Ouest met fin à presque toute publications de mon*

Sweezy pense, comme Marcuse, que le capitalisme a résolu ses tendances à la crise et se caractérise désormais par une surabondance de capacité de production. L'absurdité d'une société d'abondance est prise au sérieux alors qu'en réalité c'est un champ armé avec des meurtres de tous côtés.

Comme mentionné ci-dessus, la fin du boom d'après-guerre et la radicalisation qui a suivi les luttes françaises de 1968 ont apporté un changement radical pour Mattick. En Allemagne, le mouvement étudiant l'a découvert et entre 1969 et 1971 trois livres, plusieurs brochures, essais et autres travaux ont été publiés en Allemagne. ***Marx et Keynes*** a produit un énorme intérêt. Une demi-douzaine d'éditeurs ont essayé alors de publier son travail, et Mattick lui-même visite l'Europe, donne des conférences et rencontre la génération de radicaux émergeant suite au soulèvement de 68. Tout au long des années 70, d'autres de ses œuvres ont été publiées et traduites. Des tournées de conférences et de débats en Europe ont eu lieu. Mattick a même obtenu un poste de conférencier dans une nouvelle université danoise, ce qui signifiait de faire un déménagement au Danemark. En Amérique, son travail a été moins bien accueilli bien qu'il ait également donné un certain nombre de conférences aux étudiants de diverses universités et qu'il ait fait une tournée de conférences au Mexique. À la fin des années 70, sa santé commence à se détériorer ; il mourut en 1981.

Théoricien autodidacte

Lorsque Mattick arrive aux États-Unis, il commence, pour la première fois, à lire systématiquement, et à étudier le ***Capital*** de Marx et les œuvres de Rosa Luxemburg, de Nikolai Bukharin et, plus tard, celles d'Henryk Grossman. Il assiste et organise des cercles de discussion marxistes et continue à écrire pour les journaux qui acceptent son travail. Le livre de Grossman, ***The Law of Accumulation and Breakdown of the Capitalist System***, a eu une influence déterminante sur Mattick. L'œuvre a été universellement rejetée dans les cercles marxistes, où l'opinion générale était que le capitalisme souffrait d'une crise de sous-consommation comme l'a théorisée Luxembourg. Mattick, cependant, a écrit une critique positive du livre dans le ***Chicagoer Arbeiter Zeitung (CAZ)*** d'où l'existence d'une correspondance entre lui et Grossman. Lorsqu'il a enseigné à l'Université de Roskilde au Danemark, l'un de ses étudiants a déclaré qu'il pouvait expliquer trois volumes de Capital en 90 minutes. Mattick, lui-même, ne pouvait pas croire qu'il fut maintenant payé pour parler des idées qui étaient les plus importantes pour lui.

Mattick - un communiste du conseil

Aujourd'hui, nous considérons les écrits économiques de Mattick comme la partie la plus importante de son travail. Ses analyses économiques restent essentielles pour comprendre l'état actuel du capitalisme mondial[2]. Cependant, ses écrits politiques sont également très pointus. En général, son analyse est excellente et une grande partie est incorporée dans la plate-forme des TIC et d'autres organisations communistes de gauche. La faiblesse politique que nous critiquons, est son rejet du besoin de partis politiques et la conviction que les conditions capitalistes contraindront à elles seules, classe ouvrière à former des conseils ouvriers qui à leur tour renverseront le capitalisme et construiront le communisme. Dans son essai sur le communisme de conseil, il écrit:

«L'action spontanée des masses insatisfaites créera, dans le processus de leur révolte, leurs propres organisations, et ces organisations, issues des conditions sociales, peuvent seules mettre fin à la disposition sociale actuelle. ... En tant que cadre organisationnel de la nouvelle société, il est proposé une organisation de conseils basée sur l'industrie et le processus de production, et l'adoption du temps de travail social moyen comme mesure de la production, de la reproduction et de la distribution.»[3] (9)

Bien que nous soyons d'accord avec la deuxième partie de cette déclaration, c'est la première sur laquelle nous avons un désaccord.

Les propres expériences de Mattick pendant la période révolutionnaire allemande de 1918 à 1923 et le déclin ultérieur du mouvement révolutionnaire avec la stabilisation du capitalisme en Allemagne et en Russie, ont clairement déterminé ce point de vue. Les conseils ouvriers, formés en 1918, ont abandonné leur pouvoir à la

1 La britanique ***New Left Review*** a également refusé de publier les travaux de Mattick lorsque Perry Anderson était rédacteur en chef parce qu'elle était trop critique à l'égard de l'Union soviétique.

2 Aujourd'hui, un certain nombre d'économistes marxistes universitaires, tels que Fred Moseley et Guglielmo Carchedi, reconnaissent leur dette envers Mattick. Voir notre article sur de Money and totality [L'argent et la totalité] de Moseley (https://www.leftcom.org/en/articles/2019-08-22/review-of-money-and-totality-by-fred-moseley) et Behind the Crisis: Marx's Dialectic of Value and Knowledge (https://www.leftcom.org/en/articles/2017-02-24/behind-the-crisis-marx's-dialectic-of-value-and-knowledge-guglielmo-carchedi) par Carchedi.

3 Mattick «Communisme de Conseil» dans Anti-Bolshevik Communism.

démocratie bourgeoise et au parlement bourgeois au lieu de se battre pour «tout le pouvoir aux conseils». Cette capitulation conduit, dans ses écrits, à une critique amère de la social-démocratie et du soi-disant mouvement ouvrier qui éduque la conscience des conseils. La social-démocratie est devenue identique à la bourgeoisie ; elle a noyé dans le sang les efforts révolutionnaires des ouvriers. Après le deuxième congrès du Komintern, cette critique a été également étendue au Komintern principalement en raison de sa demande de participation au parlement et aux syndicats. Mattick y voyait la conciliation avec le capitalisme et la brochure de Lénine ***«La maladie infantile du communisme : le gauchisme»***, ainsi qu'une tentative de détruire le communisme de gauche. Comme l'écrivait Gorter[1] à propos des bolcheviks

«… Votre vraie faute… est d'avoir imposé un programme et des tactiques contre-révolutionnaires au prolétariat mondial, et d'avoir rejeté le programme vraiment révolutionnaire qui aurait pu nous sauver.»[2]

Mais la question de la conscience politique est une question à laquelle Mattick ne répond pas correctement. Pourquoi les conseils allemands étaient-ils remplis de l'idéologie de la social-démocratie? Les conditions sociales étaient-elles insuffisamment dures? Les conditions en Allemagne à la fin de la guerre étaient extrêmement dures, le rationnement, le manque de carburant, etc. Mattick lui-même, dans sa jeunesse, est sorti la nuit pour voler des légumes et du charbon pour empêcher sa famille de mourir de faim, et ses actions ultérieures, qui ont failli lui coûter la vie, montrent qu'il pensait que la révolution était encore possible au moins jusqu'en 1921. Pourtant, dans ses écrits ultérieurs, il suppose simplement que la misère des travailleurs générera la conscience nécessaire à la révolution. Mais toute son activité durant sa vie, et pas seulement au cours de la période révolutionnaire héroïque en Allemagne, peut être considérée comme en contradiction avec ces idées.

D'une part, il présente une vision mécanique de la conscience de classe directement déterminée par les conditions matérielles comme dans la citation ci-dessus. L'aggravation de la crise économique du capitalisme créera un changement de conscience parmi les travailleurs. Les conditions se détérioreront à tel point que les travailleurs ne pourront plus vivre comme avant, ce qui conduira à la formation de conseils ouvriers. Les conseils revendiqueraient des exigences de la classe ouvrière directement en conflit avec les intérêts du capital. Il en résulterait un conflit direct avec le pouvoir bourgeois conduisant au renversement du capitalisme par les conseils puis ces derniers mettant en œuvre le communisme. La vie de Mattick est en revanche une réfutation de ce scénario. Alors qu'il considère les partis politiques comme inutiles pour la fécondation de la conscience révolutionnaire, toute sa vie se passe dans et hors des organisations politiques, parlant dans des réunions publiques, organisant des groupes d'étude marxistes, créant des journaux politiques et enfin rédigeant des analyses politiques ou économiques, des brochures et des livres. Tout cela, qui ne lui fournissait presque aucun revenu, visait directement à influencer la conscience de la classe ouvrière. En 1929, Mattick a même tenté de provoquer une coopération entre les IWW, le KAPD et l'AAUD en tant qu'intermédiaire dans les discussions. Il s'agit d'une tentative de créer une organisation internationale plus forte pour influencer les développements sociaux, ce qui va à l'encontre d'une vision mécanique du développement de la conscience de classe.

Des conditions terribles ne conduisent pas à elles seules à la révolution. Le principal problème en Allemagne était que les communistes n'ont pas été entendus dans les conseils et c'était parce qu'ils n'étaient pas une force politique organisée séparée des sociaux-démocrates. Ils sont restés une partie des sociaux-démocrates jusqu'à seulement quelques semaines de la révolte de Spartacus en janvier 1919. Les travailleurs ont été incapables de distinguer leurs positions politiques de celles des sociaux-démocrates[3].

Le développement de la conscience est un processus dialectique. Elle est principalement influencée par les conditions matérielles, comme le soutient Mattick, mais la compréhension et la réflexion sur ces conditions à la lumière de facteurs sociaux et historiques constituent l'influence subjective dans le développement de la conscience. Les facteurs objectifs ainsi que les subjectifs conduisent à une conscience révolutionnaire et à une action révolutionnaire. La compréhension sociale et historique du développement matériel du capitalisme doit être collective et s'exprime, selon nous, dans une organisation politique qui agit sur la base d'un programme pour intervenir dans la lutte de classe et propager ses vues. C'est ce qui manquait en Allemagne. C'est une contradiction que ce soit clairement ce facteur subjectif que Mattick ait passé sa vie à essayer d'impulser même si, en tant que communiste du conseil, il a essayé de minimiser l'importance.

CP

1 Gorter a écrit la ***Lettre ouverte à Lénine*** en réponse à ***«La maladie infantile du communisme : le gauchisme»***.

2 Cité dans World Communism.

3 « Cent ans plus tard: les leçons de la révolution allemande » - cf. : http://www.leftcom.org/en/articles/2018-11-09/a-hundred-years-on-lessons-of-the-german-revolution

Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :

www.leftcom.org

Nous écrire :

Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionalista (Italie) info@leftcom.org
Battaglia Communista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) uk@leftcom.org
CWO
P.O. Box 338
S3 9YX Sheffield

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (USA) : iwg@leftcom. org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) klasbatalocollective@gmail.com

Quelques textes disponibles en français

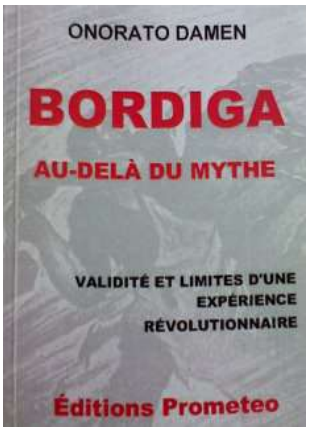
- Plate-forme de la TCI. **(Dernière publication)** **5€**
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI° Congrès du Partito Comunista Internazionalista).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.



Autres publications

Ecrits choisis d'Onorato Damen

12€ plus 6€ de frais de port.



Bordiga – au delà du mythe

Validité et limites d'une expérience révolutionnaire

Onorato Damen – éditions Prometeo

12€ plus 6€ de frais de port.

Nos positions de base

1. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.

2. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.

3. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

4. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.

5. La Tendance Communiste Internationaliste, dont nous soutenons la perspective, fut fondée par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.

Imprimerie Copidoc Toulouse